

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2060

1<sup>er</sup> octobre 2010

### SOMMAIRE

Anglo American Investments (China) 2 ..	98837	Juggling Paradigms .....	98868
Autonomy Capital One S.à r.l. ....	98875	K-L, Sàrl .....	98869
Barthinvest Sàrl .....	98834	Komas Building Company .....	98869
Bettange Real Properties S.A. ....	98871	KR International S.A. ....	98870
Exaserv S.A. ....	98861	Kulicke and Soffa Luxembourg S.à r.l. ....	98869
Exinter S.à r.l. ....	98861	Kyra Investissements S.à.r.l. ....	98869
Exist Invest S.A. ....	98862	Kyra Investissements S.à.r.l. ....	98870
Fides (Luxembourg) S.A. ....	98862	Larsen S.A. ....	98871
Financière de Beaufort S.A. ....	98863	Lavande Participations S.A. ....	98872
Flight Butler .....	98863	LBC Finance .....	98872
Florelle S.à r.l. ....	98863	LBC Luxembourg Holding .....	98872
FO DBH S.A. ....	98864	Léa Kappweiler Gestion Immobilière ....	98870
Fomed S.A. ....	98864	Lecorsier Finance S.A. ....	98872
Fomed S.A. ....	98864	Libelle S.A. ....	98865
Francono .....	98861	Libelle S.A. ....	98873
F.V.C. Financial and Venture Capital S.A. .....	98862	Life Point Service .....	98873
Galler International SA .....	98865	Linux Holding S.A. ....	98873
G Construct-Lux S.à r.l. ....	98864	Lux Affairs Participations S.A. ....	98873
G Construct-Lux S.à r.l. ....	98865	Lux Independent S.à r.l. ....	98870
Goma .....	98865	Lux Rénovation S.à r.l. ....	98879
Goyaz S.A. ....	98866	Manacor (Luxembourg) S.A. ....	98874
HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l. ....	98876	MeMaLux Constructions S.à r.l. ....	98879
HIG Lux S.à r.l. ....	98866	Metroinvest Wolkenbügel S.à r.l. ....	98874
Hydrus Investments S. à r.l. ....	98866	Mieti S.A. ....	98873
Hyl S.à r.l. ....	98867	Moor Park Newday German Holdco S.à r.l. .....	98874
I.I.P. International Industrial Participations S.à r.l. ....	98867	Open Text S.à r.l. ....	98874
Insolar S.à r.l. ....	98867	Professional Systems Consultancy s.à r.l. .....	98863
International Corporate Participations S.A. ....	98866	Sea International S.A. ....	98880
Invict Business S.A. ....	98867	SFLW S.A. ....	98862
Invict Business S.A. ....	98868	Shire Intellectual Property Ireland Limi- ted, Luxembourg Branch .....	98864
JER Victor Hugo S.à r.l. ....	98868	TD Retail .....	98867
JER Winchester S.à r.l. ....	98869	Theia SICAV SIF .....	98839
J F B Investissements S.A. ....	98868	Wilton Holding S.A. ....	98868

**Barthinvest Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 154.938.

---

**STATUTS**

L'an deux mil dix.

Le vingt-sept juillet.

Par-devant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

A comparu:

Monsieur Patrick Barthélémy, directeur de sociétés, né à Casablanca (Maroc), le 7 octobre 1963, demeurant à F-06200 Nice, 231 avenue de la Lanterne Les Almadies Bâtiment E.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

**Titre I<sup>er</sup> . Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous la dénomination de "BARTHINVEST Sarl".

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé unique ou en cas de pluralité des associés, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des associés.

L'Associé unique, les Associés aura(ont) le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

**Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés, entreprises ou organisations Luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat ou de toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, l'échange ou autrement de titres de toutes sortes, ainsi que l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts et la gestion et le développement de ses participations.

La société pourra constituer, développer, promouvoir, participer et contrôler toute organisation, entreprise ou sociétés, y inclus organisations no-profit, ONG et fondations sans but lucratif.

La société pourra acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, se voir accorder ou accorder des licences sur des droits de propriété intellectuelle et accorder aux sociétés dans lesquelles la société détient une participation directe ou indirecte et a des sociétés de son groupe, ou au profit de celles-ci, toute assistance, y compris des prêts, avances ou garanties, étant entendu (i) qu'aussi longtemps que la Société est une filiale directe ou indirecte de Barthinvest sarl de telles activités n'aient pas pour effet de violer ni les pouvoirs des investisseurs ni les restrictions applicables à Barthinvest que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier

D'une manière générale, La société pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société pourra investir dans des immeubles et créer, administrer, développer et céder ses avoirs actuels et futurs dans tous les instruments financiers, y inclus titres de toute origine.

La société pourra emprunter et recevoir emprunts, même de la part des associés, avec ou sans garantie, effectuer des opérations de leasing, ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

L'objet de la Société est également d'investir directement dans, acquérir, détenir, administrer, développer, louer et disposer de biens immobiliers.

La Société a pour objet le conseil en management et marketing.

En générale la société pourra exercer toutes activités industrielles, commerciales et faire toutes opérations financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou susceptibles

d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement. La société peut exercer ces activités au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

**Art. 4.** La durée de la société est indéterminée.

## Titre II. Capital Social

**Art. 5.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500.- EUR) représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune.

**Art. 6.** En supplément au capital social, la Société pourra avoir des comptes de prime d'émission libre ou d'autres comptes de réserve, sur lesquels toute prime versée en rapport avec toute Part Sociale ou toute réserve allouée à toute Part Sociale est transférée et sur le solde desquels le(s) Associé(s) correspondant(s) ont des droits exclusifs, étant entendu que tout montant de prime d'émission versée en rapport avec l'émission de toute Part Sociale ou tout montant de réserve alloué à toute Part Sociale sera réservé et remboursé au détenteur de ladite Part Sociale, en cas de décision de remboursement ou autre procédé de remboursement de ladite prime d'émission ou réserve (que ce soit directement ou dans le cadre d'une diminution du capital social, le rachat de Part Sociale propres, liquidation ou toute autre opération aboutissant à un remboursement de prime d'émission ou de réserve).

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires

Ces parts ont été souscrites comme suit:

Monsieur Patrick Barthélémy, prédit . . . . .	100 parts sociales
TOTAL: . . . . .	100 parts sociales

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (12.500.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

## Titre III. Administration et Gérance

**Art. 10.** La société est administré par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le "Gérant Unique". En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

**Art. 11.** Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision u ou des Associé(s).

**Art. 12.** Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

**Art. 13.** Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance

**Art. 14.** Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par deux gérants.

**Art. 15.** Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants peut/peuvent déléguer ses/leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants détermine(nt) les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

**Art. 16.** En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

**Art. 17.** Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

**Art. 18.** Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre.

**Art. 19.** Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

**Art. 20.** L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique initiée de Luxembourg est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou vidéo.

**Art. 21.** Une décision écrite, signée par tous les gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

**Art. 22.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les gérants présents ou représentés aux réunions. Des extraits seront certifiés par un gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

#### **Titre VI. Assemblée Générale**

**Art. 23.** S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

**Art. 24.** En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

**Art. 25.** Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

**Art. 26.** S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

**Art. 27.** S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

**Art. 28.** Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

**Art. 29.** Des décisions collectives ne sont valablement prises que si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requiert l'unanimité.

#### **Titre VII. Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 30.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 31.** L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VIII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 32.** La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

**Art. 33.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Titre IX. Dispositions générales**

**Art. 34.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

#### **Titre XI. Dispositions transitoires**

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

*Frais*

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille cinq cents euro (1.500,- EUR).

*Assemblée générale*

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- Le siège social de la société est fixé à L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling
- Le nombre des gérants est fixé à un (1)
- Est nommé gérant unique:

Monsieur Patrick Barthélémy, prédit, qui peut par sa seule signature valablement engager la société.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Barthélémy, Ch. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 28 juillet 2010. Relation: EAC/2010/9104. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff.* (signé): M.-N. Kirchen.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, le 2 août 2010.

Ch. DOERNER.

Référence de publication: 2010112732/177.

(100126799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

**Anglo American Investments (China) 2, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 107.155.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and ten, on the twenty-second day of July.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

The private limited liability company (société à responsabilité limitée) ANGLO AMERICAN LUXEMBOURG, having its registered office in L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, (R.C.S. Luxembourg section B number 69.788), here represented by Mrs Tanya OWEN, Assistant Company Secretary, residing professionally in L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, through its mandatory, has requested the notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of ANGLO AMERICAN INVESTMENTS (CHINA) 2 (hereafter the "Company"), having its registered office at 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 107.155, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, then notary residing in Luxembourg, dated March 31, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 793 of August 8, 2005.

- The Company's capital is set at twenty thousand United States Dollars (20,000.- USD), represented by four hundred (400) repurchaseable shares with a par value of fifty United States Dollars (50.- USD) each, all fully subscribed and entirely paid up.

- The appearing party resolves to dissolve the Company with immediate effect.

- The appearing party declares that it has full knowledge of the Articles of Incorporation of the Company and that it is fully aware of the financial situation of the Company.

- The appearing party, as liquidator of the Company, declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the said Company have been paid or fully provided for, that the appearing party is vested with all the assets of the company known and unknown, and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself; consequently the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed.

- The appearing party hereby grants full discharge to the directors for their mandate up to this date.

- The books and records of the dissolved Company shall be kept for five years at in L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

Upon these facts the notary stated that the company ANGLO AMERICAN INVESTMENTS (CHINA) 2 was dissolved.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately eight hundred and fifty Euro.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxy-holder of the appearing party, said proxy-holder signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Version française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le vingt-deux juillet.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

La société à responsabilité limitée ANGLO AMERICAN LUXEMBOURG, ayant son siège social à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 69.788), ici représentée par Madame Tanya OWEN, Assistant Company Secretary, demeurant professionnellement à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de ANGLO AMERICAN INVESTMENTS (CHINA) 2 (ci-après la "Société"), ayant son siège social au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.155, constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 793 du 8 août 2005.

- Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars des Etats-Unis (20.000,- USD), représenté par quatre cents (400) parts sociales rachetables d'une valeur nominale de cinquante dollars des Etats-Unis (50,-USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- La comparante prononce la dissolution de la Société avec effet immédiat.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été payé ou provisionné, que la comparante est investie de tout l'actif et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- La comparante donne décharge pleine et entière aux gérants pour leur mandat jusqu'à ce jour.

- Les documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans à L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société ANGLO AMERICAN INVESTMENTS (CHINA) 2.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à huit cents euros.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.



Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Tanya OWEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 juillet 2010, Relation: GRE/2010/2639. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Référence de publication: 2010111987/94.

(100127006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

### **Theia SICAV SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.965.

#### — STATUTES

In the year two thousand and ten on the 30<sup>th</sup> day of July.

Before Me Paul DECKER, registered as a notary in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared the following:

1.- THALIA S.A., with its registered office in via Peri 21, 6900 Lugano, registred at the Companies Registrar of Ticino under the number CH-514.3.027.169-6;

2.- Mr Ugo PASTORI, Chief Executive Officer of Thalia S.A., residing at Riva Paradiso 32 a, 6900 Paradiso, both here represented by Mr Martin RAUSCH, residing professionally in L-1855 Luxembourg, 33A avenue J.F. Kennedy, by virtue of two proxies given in Lugano on 23<sup>rd</sup> July 2010.

The said proxies, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to this deed for the purpose of registration. Such appearing parties, represented as above stated, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of an investment fund with variable capital (société d'investissement à capital variable – specialised investment fund) which they declare to establish as follows:

#### **A. Company name, Registered office, Term and Purpose of the enterprise**

**Art. 1. Company name.** There is hereby established by the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of an investment fund with variable capital ("société d'investissement à capital variable - specialised investment fund" or "SICAV-SIF") under the name of "THEIA SICAV SIF".

**Art. 2. Registered office.** The company's registered office is in the City of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be set up by resolution of the Board of Directors in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

If the Board of Directors determines that exceptional political or military events have taken place or are imminent, which could affect the company's normal course of business at its registered office or communications with offices or persons abroad, the registered office may be temporarily moved abroad until the exceptional circumstances have ceased to prevail; such provisional measures have no effect on the nationality of the company; the company remains a Luxembourg company.

**Art. 3. Term.** The company is being set up for an indeterminate term.

**Art. 4. Purpose of the Company.** The sole purpose of the company is the investment in securities and all other legally permissible assets in accordance with the principle of risk diversification and with the objective of providing the shareholders with the income from the management of the company's assets.

The company is set up as specialized investment fund in accordance with the law dated February 13<sup>th</sup>, 2007 relating to specialised investment funds (the "2007 Law").

The company may take any measures or carry out any transactions that it considers appropriate to achieving and promoting this purpose and will do this in the broadest possible sense in accordance with the 2007 Law.

#### **B. Capital, Shares, Net asset value**

**Art. 5. Company capital.** The capital of the company is split into fully paid up no-par shares and is equivalent at any time to the value of the total net assets defined in Paragraph 8 ("Total Net Asset Value").

Shares issued in accordance with Article 7 may, by resolution of the Board of Directors, be subdivided into various share classes.

The Board of Directors may issue share classes with specific characteristics within a subfund, for example with (i) a specific distribution policy, such as distributing or accumulating shares or (ii) a specific commission structure in relation

to issue and redemption or (iii) a specific commission structure in relation to investment or advisory fees or (iv) with various currencies of account, and with other specific characteristics as may be determined from time to time by the Board of Directors.

For each share class or for several share classes, the Board of Directors will form units of assets as subfunds (“compartments”) as defined in Article 71 of the 2007 Law.

The initial capital is 31,000.-EUR (thirty-one thousand euro) and is divided into 310 (three hundred and ten) no-par shares belonging to the THEIA SICAV SIF- Global Equity Alpha subfund. Cash inflows arising from the issue of shares in subfunds will be invested in securities and other legally permissible assets in accordance with the investment policy laid down by the Board of Directors for each subfund and in line with the investment restrictions laid down by the 2007 Law or by resolution of the Board of Directors.

The minimum capital of the company is 1,250,000.- EUR (one million two hundred and fifty thousand euros). This amount has to be achieved within six months from the day the company is registered by the supervisory authority.

In order to determine the capital of the company, net assets which are determined in accordance with Article 10 of these Articles of Association and are allocable to a subfund, in case they are not denominated in EUR, are converted into EUR, and the capital of the company is equivalent at any time to the totality of net assets of all the subfunds (“Total Net Assets”).

**Art. 6. Shares.** The Board of Directors determines whether the company issues are registered or bearer shares. The Board of Directors will determine in which denominations any bearer shares in a share class of a subfund are issued. Share certificates are signed by two members of the Board of Directors. By resolution of the Board of Directors either or both of these signatures may be in facsimile. The company may issue provisional share certificates in a form to be determined from time to time by the Board of Directors.

Any registered shares issued by the company must be entered in the share register kept by the company or one or more persons on its behalf. This share register will contain the name of each holder of registered shares, his or her residence or another address agreed with the company, the number of shares held by that person as well as their numbers and the subfund and share class of such shares. Each transfer or any other form of legal assignment of a registered share must be entered in the share register.

Entry in the share register provides evidence of ownership of registered shares. The company determines whether a certificate on the entry is issued or whether the shareholder should receive a written confirmation of the shares held.

The transfer of registered shares is effected by the handover of the share certificate(s) (if any has/have been issued) to the company together with other documents providing sufficient evidence of the transfer to the company or through a declaration of transfer which is entered in the share register and signed and dated by the transferor or by persons authorised to do so.

If a share is registered in the name of several persons, the first shareholder entered in the register is deemed to be empowered to act on behalf of all the other coowners and is the only person entitled to receive notices on the part of the company.

With bearer shares, the company is entitled to consider the bearer, and with registered shares, the person in whose name the shares are registered, as rightful owner of the shares. In connection with any measures affecting these shares, the company may only be liable to the aforementioned persons and under no circumstances to any third parties. It has the power to view all rights, interests or claims of persons other than those mentioned in sentence 1 as null and void in respect of these shares; this does not, however, exclude the right of a third party to demand the proper entry of a registered share or a change to such entry.

If a shareholder withholds his/her address, this will be noted in the share register and the registered office of the company, or another address entered in the share register by the company, will be deemed to be the address of that shareholder until such time as he/she provides the company with another address. Shareholders may arrange to have the address entered in the share register changed at any time. This takes place by means of written notification to the company at its registered office or to an address determined by the company from time to time.

If shareholders in the company provide sufficient evidence that their share certificates have been misplaced, stolen or destroyed, they will receive upon demand and under observance of the conditions laid down by the company, which may require some form of security, a duplicate of their certificate(s). If prescribed or permitted by the applicable laws and as determined by the company in observance of such laws, these conditions may include insurance taken out with an insurance company. Upon issue of new share certificates, which must bear a note indicating that they are duplicates, the original certificates(s) which the new one(s) replace(s) cease to be valid.

Upon instructions from the company, damaged share certificates may be exchanged for new share certificates. The damaged share certificates must be handed over to the company and immediately liquidated.

At the company’s discretion, it may charge shareholders with the costs of the duplicate or of the new share certificate and with those costs incurred by the company upon the issue and registration of these certificates or the destruction of the old certificates.



The company may issue fractions of shares. Fractions of shares do not give holders any voting rights but entitle them to participation in the income of the relevant subfund or the relevant share class on a pro rata basis. Only share certificates for whole shares will be issued for bearer shares.

**Art. 7. Issue of shares.** The Board of Directors is fully entitled at any time to issue new shares without, however, granting existing shareholders preferential rights in respect of the subscription of the new shares.

The issue of new shares takes place on any business laid down by the Board of Directors in accordance with the terms and conditions in the sales prospectus and will be processed on the relevant valuation date pursuant to Article 10. The issue price for a share is the net asset value per share calculated for each subfund and each relevant share class pursuant to Article 10 plus any costs and commissions laid down by the Board of Directors for the subfund and share class concerned. The issue price is payable within the time laid down by the Board of Directors of not more than three days before the dealing day concerned. The Board of Directors may accept full or partial subscriptions in kind at its own discretion. In this case the capital subscribed in kind must be harmonised with the investment policy and restrictions of the particular subfund. Moreover these investments are audited by the company's auditor. Any associated costs will be payable by the investor.

The Board of Directors may limit the frequency of share issues for each subfund and each share class; in particular the Board of Directors may resolve that shares only be issued within a particular time.

The Board of Directors reserves the right to wholly or partially reject any subscription application or to suspend the issue of shares in one or more or all of the subfunds at any time and without prior notification. The custodian bank will immediately reimburse payments made in such cases for subscription applications that have not been executed.

If determination of the net asset value of a subfund of the company is suspended pursuant to Article 11, no shares in the affected subfund will be issued for the duration of the suspension.

For the purpose of issuing new shares, the Board of Directors may assign to any member of the Board of Directors or to managers of the company or any other authorised person the task of accepting the subscription, taking the payment and delivering the shares.

**Art. 8. Redemption and Conversion/swift of shares.** Any shareholder in the company may request it to redeem all or part of his shares on any of the Dealing Days defined more precisely in the sales documents. In such cases, the company will redeem the shares while observing the restrictions laid down by law and subject to the suspension of such redemptions by the company stipulated in Article 11 of these Articles of Association. The shares redeemed by the company are liquidated.

Shareholders receive a redemption price calculated on the basis of the relevant net asset value in line with statutory regulations and the terms of these Articles of Association and in accordance with the terms and conditions laid down by the Board of Directors in the sales documents.

A redemption application must be made irrevocably and in writing at the registered office of the company in Luxembourg or at offices of a person (or institution) appointed by the company. With shares for which certificates have been issued, the share certificates must be submitted in good order with the redemption application, attaching any renewal certificates and any coupons not yet due (for bearer shares) or sufficient evidence to the company of the transfer or assignment of the shares for registered shares.

A commission in favour of the company or the distributor may be deducted from the net asset value, together with a further amount to make up for the estimated costs and expenses that the company could incur in realising the assets in the body of assets affected, in order to finance the redemption request (this commission, together with the estimate, may not amount to more than three percent of the net asset value).

The redemption price must be paid in the currency in which the shares in the relevant subfund are denominated or in another currency that may be laid down by the Board of Directors within a time to be laid down by the Board of Directors of not more than 25 calendar days after the applicable Dealing Day defined more precisely in the sales documents or after the day when the share certificates and any other transfer documents reached the company, depending which is the later date, irrespective of the terms and conditions in Article 11 of these Articles of Association.

In the event of an excessively large volume of redemption requests, the Board of Directors may decide to delay execution until the corresponding assets of the company are sold without unnecessary delay.

With the approval of the affected shareholder, the Board of Directors (while observing the principle of equal treatment of all shareholders) may execute redemption requests wholly or partly in kind by allocating to such shareholder assets from the subfund portfolio equivalent in value to the net asset value of the redeemed shares, as described more fully in the sales prospectus.

Each shareholder may apply for the switch of their shares of all or a part of his/her shares in a particular subfund into shares of another Sub-Fund or a conversion of all or a part of his/her shares in a particular subfund into another share class of the same Sub-Fund at the net asset value determined for the subfund concerned. Subject to the conditions stipulated below, the conditions applicable to share redemptions will apply. The net asset value may be adjusted for any costs incurred and by rounding up or down in accordance with the decision of the Board of Directors. The Board of Directors may, in respect of the number of conversion/switch applications or for other reasons, impose restrictions and charge a fee for conversion to be laid down at its discretion in the interest of the company.

**Art. 9. Restrictions.** If on any trading day the total number of subscription and redemption applications for all share classes in a subfund leads to a net cash in- or outflow, the net asset value of the share classes may be adjusted for that trading day. The maximum adjustment may extend up to 1% of the net asset value (prior to the adjustment). Both the estimated transaction costs and taxes incurred by the subfund may be taken into account and the estimated bid/offer spread for the assets in which the subfund invests may be considered. The adjustment will result in an increase in the net asset value in the event of a net cash inflow into the subfund concerned. It will result in a reduction in the net asset value in the event of a net cash outflow from the subfund concerned. The Board of Directors may lay down a threshold figure for each subfund. This may consist in the net movement on a trading day in relation to net company assets or to an absolute amount in the currency of the subfund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be passed on a given trading day.

The company is entitled to take the measures described in greater detail in the sales documents in order to ensure that subscriptions, conversions or redemptions of shares in the company do not involve any of the business practices known as market timing or late trading in respect of investments in the company.

The company may restrict or prevent ownership of shares in the company by any individual or legal entity if, in the opinion of the company, such ownership would cause damage to the company or if creates a breach of Luxembourg or foreign laws, or if it causes the company to be subject to foreign tax laws. To this end the company may:

a) refuse to issue shares or refuse to enter the transfer of shares in the share register if it has grounds for believing that such an entry or such a transfer leads or may lead to the legal or beneficial ownership of these shares passing to persons who are excluded from owning shares or who hold shares in a volume that exceeds a particular percentage of the company's capital to be laid down by the Board of Directors at an appropriate time ("unauthorised persons");

b) demand at any time from persons whose names are entered in the share register, or who apply for entry of a transfer of shares in the share register, information supported by a declaration under oath of a nature that it considers necessary in order to decide whether the shares of the person concerned are in the beneficial ownership of an unauthorised person or whether the entry would lead to the beneficial ownership of these shares by an unauthorised person; and

c) refuse to recognise the votes of an unauthorised person at a general meeting of the company;

d) if the company has reasons for believing that an unauthorised person on his own or together with other persons is the beneficial owner of shares, to enforce redemption of all of the shareholder's shares or of those that this shareholder is holding for the unauthorised person or, if an unauthorised person is the beneficial owner of the shares, to enforce redemption of all of the shares held by that person. This is done, as follows:

(1) The company presents the shareholder owning the shares, or the person who is listed in the share register as the "op") in which the shares to be bought are listed together with the method of calculating the purchase price and the name of the buyer.

Such notice will be sent to the shareholder by registered letter at his last known address or to the address listed in the books of the company. The shareholder is then obliged to release to the company the share certificate(s) listed in the notice of purchase.

At close of business on the day fixed in the notice of purchase, the shareholder ceases to be owner of the shares listed in the notice of purchase. With registered shares, his name will be struck from the share register and with bearer shares, the share certificate(s) will be liquidated.

(2) The price to be paid for the shares (hereinafter referred to as the "Purchase Price") is the net asset value, namely that prevailing on the last day determined by the Board of Directors as the valuation date for the redemption of shares in the company before the day the notice of purchase becomes effective. It may also be that prevailing on the day after handover of the share certificate(s) listed in the notice of purchase. This figure will be determined in accordance with Article 10 of these Articles of Association and after deduction of the stipulated charge for costs.

(3) The payment of the Purchase Price to the former owner of the shares will normally be made in the currency laid down by the Board of Directors for the payment of the redemption price for the shares. After it has been finally determined, this price will be deposited by the company at a bank (mentioned in the notice of purchase) in Luxembourg or abroad with a view to paying it out to this owner against handover of the share certificate mentioned in the notice of purchase together with any coupons not yet due.

After the notice of purchase has been sent as described above, the former owner no longer has any right to these shares nor any claim against the company or its assets in this connection, except for the claim for receipt of the Purchase Price (without interest) from the bank mentioned against actual handover of the share certificates(s) as described above. Amounts owed to a shareholder pursuant to this paragraph that are not claimed within a five-year period commencing on the date fixed in the notice of purchase may no longer be claimed thereafter and return to the company. The Board of Directors has the powers to undertake all necessary measures to effect the reversion.

(4) The exercise of the powers granted in this Article by the company may not under any circumstances be questioned or declared ineffective by giving the excuse that ownership of the shares by a person has not been sufficiently proved or that ownership relationships were other than they appeared to be on the date of the notice of purchase. This, however, requires that the company exercised its powers in good faith.

**Art. 10. Determination of the net asset value.** To determine the issue and redemption price, the net asset value of each subfund will be periodically fixed by the company. The sales prospectus will lay down precisely how frequently the net asset value will be fixed. These Articles of Association will refer to any day when the net asset value is fixed as a “valuation date”.

The net asset value of each subfund will be given in the currency of the subfund concerned and related to a share in that subfund and determined after the valuation has been carried out in accordance with the following principles: the assets relating to a particular subfund minus the liabilities allocated to that subfund will be divided at a time to be fixed by the Board of Directors by the number of shares in circulation in the subfund in question on the valuation date concerned. With subfunds for which various share classes have been issued the net asset value will, if necessary, be determined for each separate share class. In such cases, the net asset value of a subfund that is allocable to a particular share class will be divided by the number of shares in that share class. The Board of Directors may resolve to round the net asset value up or down to the next amount in the currency concerned.

The net asset value of the company is calculated by adding up the net asset values of all the subfunds.

Valuation of each subfund and of each of the share classes follows the criteria below:

1. The company's assets consist of:

- a) all cash and cash equivalents including accrued interest;
- b) all outstanding receivables, including interest receivables on accounts and custody accounts, and income from securities that have been sold but not yet delivered;
- c) all securities, loan stock rights, money-market instruments, fund units, debt instruments, subscription rights, warrants, options and other financial instruments and other assets held by the company or acquired for its account;
- d) all dividends and dividend claims, provided that it is possible to obtain sufficiently well established information on them and that the company may make value adjustments in respect of price fluctuations arising from ex-dividend trading or similar practices;
- e) accrued interest on interest-bearing assets held by the company unless these form part of the face value of the asset concerned;
- f) costs of establishing the company that have not been written off;
- g) any other assets including prepaid expenses;

These assets are valued in accordance with the following rules:

a) Securities, derivatives and other investments listed on a stock exchange are valued at the last known market prices. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply.

In the case of securities, derivatives and other investments little traded on a stock exchange and for which a secondary market among securities traders exists with pricing in line with the market, the company may value these securities, derivatives and other investments based on these prices. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

b) Securities, derivatives and other investments that are not listed at a stock exchange or traded on another regulated market, and for which no appropriate price can be obtained, will be valued by the company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.

c) The valuation of derivatives which are not listed on a stock exchange (OTC derivatives) takes place by reference to independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation price obtained will be verified by means of methods of calculation recognised by the company and the auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative is derived.

d) Shares of other undertakings for collective investment in securities (UCITS) and/or undertakings for collective investment (UCI) will be valued at their last net asset value.

e) For money market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments will be brought into line with the new market yields.

For subfunds that predominantly invest in money market instruments, securities with a residual maturity of less than 12 months are valued in accordance with the guidelines for money market instruments.

f) Securities and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant subfund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) obtained from external price providers.

g) Time deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

h) The value of swap transactions is calculated by the swap counterparty on the basis of the net present value of all cash flows, both inflows and outflows. This valuation method is recognised by the company and checked by the auditors.

i) For subfunds that predominantly invest in money market instruments, interest income earned by subfunds up to and including the second valuation date following the valuation date concerned is included in the valuation of the assets of the

subfunds concerned. The asset value per share on a given valuation date therefore includes projected interest earnings as at two valuation days hence.

The company is entitled temporarily to apply other appropriate valuation principles which have been determined by it in good faith and are generally accepted and verifiable by auditors to the company's assets as a whole or of an individual subfund if the above criteria are deemed impossible or inappropriate for accurately determining the value of the subfunds concerned due to extraordinary circumstances or events.

The liabilities of the company comprise:

- a) all borrowings and amounts due;
- b) all known existing and future liabilities, including liabilities to pay in money or in kind arising from contractual liabilities due and dividends that have been approved but not yet paid out by the company;
- c) reasonable provisions for future tax payments and other provisions approved and made by the Board of Directors, as well as reserves set up as provision against miscellaneous liabilities of the company;
- d) any other liabilities of the company. In determining the amount of such liabilities, the company will consider any expenses to be paid comprising the costs of establishing the company, fees for investment advisers (portfolio managers) or to the investment management, the custodian bank, the domicile and administration agent, the registrar and transfer agent, any paying agent, other distributors and permanent agents in countries where the shares are sold, and any other intermediaries of the company. Other items to be considered include the remuneration and expenses of members of the Board of Directors, insurance premiums, fees and costs in connection with the registration of the company at authorities and stock exchanges in Luxembourg and at authorities and stock exchanges in any other country, fees for legal advice and for auditing, advertising costs, printing costs, reporting and publication costs including the costs of publishing announcements and prices, the costs of preparing and carrying out the printing and distribution of the sales prospectuses, information material, regular reports, taxes, duties and similar charges, any other expenses related to the day-to-day running of the business including the costs of buying and selling assets, interest, bank and brokers' charges, and postal and telephone costs. The company may set administrative and other costs of a regular, reoccurring nature in advance on the basis of estimated figures for annual or other periods and may add these together in equal instalments over such periods.

3. The company will undertake the allocation of assets and liabilities to the subfunds and the asset classes, as follows:

- a) If several share classes have been issued for a subfund, all of the assets relating to each share class will be invested in accordance with the investment policy of that subfund.
- b) The value of the shares issued in each share class will be allocated in the books of the company to the subfund of this share class; the portion of the share class to be issued in the net assets of the relevant subfund will rise by this amount; receivables, liabilities, income and expenses allocable to this share class will be allocated in accordance with the provisions of this Article to this subfund.
- c) Derivative assets will be allocated in the books of the company to the same subfund as the assets from which the related derivative assets have been derived and, with each revaluation of an asset, the increase or reduction in value allocated to the relevant subfund.
- d) Liabilities in connection with an asset belonging to a particular subfund resulting from action in connection with this subfund will be allocated to this subfund.
- e) If one of the company's assets or liabilities cannot be allocated to a particular subfund, such receivables or liabilities will be allocated to all of the subfunds pro rata to the number of subfunds, or on the basis of the net asset value of all share classes in the subfund, in accordance with the determination made in good faith by the Board of Directors. The assets of a subfund can only be used to offset the liabilities which the subfund concerned has assumed.
- f) Distributions to the shareholders in a subfund or a share class reduce the net asset value of this subfund or of this share class by the amount of the distribution.

4. For the purposes of this Article, the following terms and conditions apply:

- a) Shares due to be redeemed pursuant to Article 8 count as shares in circulation until immediately after the time when they are valued on the relevant valuation date, as determined by the Board of Directors. From such time until they are paid for, the redemption price counts as a liability of the company;
- b) Shares count as issued from the time of their valuation on the relevant valuation date, as determined by the Board of Directors. From such time until payment is received, the issue price counts as a receivable of the company;
- c) Investment assets, cash and any other assets handled in a currency other than that in which the net asset value is denominated will be valued on the basis of the market and foreign exchange rates prevailing at the time of valuation.
- d) If, on a valuation date, the company
  - has acquired assets, the purchase price for such assets will be reported as a liability of the company and the acquired assets reported as assets of the company;
  - has sold assets, the selling will be reported as an asset of the company and the sold assets will be withdrawn from the company's assets. If the exact amount of the prices or assets cannot be calculated on the valuation date, the company will estimate it.

**Art. 11. Temporary suspension of the calculation of net asset value and of the issue, Redemption and Conversion of shares.** The company is authorised temporarily to suspend the calculation of net asset value and the issue, redemption and conversion of the units of any subfund in the following circumstances:

- if the stock exchanges or markets on which the valuation of a significant part of any of the company's net assets is based, or foreign-exchange markets in whose currency the net asset value any of the company's net assets or a significant portion of them is denominated, are closed – except on customary bank holidays – or if trading on such a market is suspended or restricted or if they are temporarily exposed to severe fluctuations;
- if political, economic, military or other circumstances beyond the control or influence of the company make it impossible to access the company's assets under normal conditions without seriously harming the interests of the shareholders;
- the communications network or calculation usually applied to produce the net asset value breaks down or if for any other reason the net asset value cannot be determined accurately enough;
- restrictions on foreign exchange transactions or other transfers of assets render the execution of the company's transactions impossible.

An announcement giving the beginning and the end of this suspension period will be published by the Board of Directors at the appropriate time.

### C. Administration and Supervision

**Art. 12. The Board of Directors.** The company is managed by a Board of Directors with at least three members. The members of the Board of Directors do not have to be shareholders in the company. They are appointed by the general meeting for a maximum term of office of six years. The general meeting will also determine the number of members of the Board of Directors, their remuneration and their term of office. Members of the Board of Directors will be elected by a simple majority of the shareholders present or represented at the general meeting.

The general meeting may suspend or replace any of the members of the Board of Directors without giving any reason.

If the office of a member of the Board of Directors becomes free before the mandate has expired, the remaining members of the Board of Directors may temporarily coopt a new member; the shareholders will make a final decision on this at the general meeting immediately following the appointment.

**Art. 13. Meeting of the Board of Directors.** The Board of Directors will elect a chairman and one or more deputy chairmen from amongst its members. It may appoint a secretary, who does not have to be a member of the Board of Directors, and who will record and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and the general meetings. Meetings of the Board of Directors will be called by the chairman or by two of its members; it meets at the location given in the invitation.

The chairman will chair the meetings of the Board of Directors and the general meetings. In his absence, the shareholders or the members of the Board of Directors may appoint by simple majority another member of the Board of Directors or, for general meetings, any other person as chairman.

The Board of Directors may appoint managers and managing directors if this is necessary and beneficial for the management of the company. Such managers do not have to be either shareholders in the company or members of the Board of Directors. Subjects to terms and conditions in these Articles of Association stating otherwise, such managers will have powers to the extent delegated to them by the Board of Directors.

Except in emergencies, which must be explained, invitations to meetings of the Board of Directors must be sent in writing at least twenty-four hours in advance.

With the agreement of the participants, the written invitation may instead be sent by telegram, telex, telefax or similar means of communication. If there is a resolution by the Board of Directors on the time and location of meetings of the Board of Directors, there is no need for a separate notice. Members of the Board of Directors may give each other power-of-attorney to represent them at meetings of the Board of Directors in writing, by telegram, telex, telefax or similar means of communication. It is permissible to represent more than one person.

Participation in meetings of the Board of Directors by conference calls, provided that mutual understanding by all participants is guaranteed, is permissible and is sufficient evidence of the presence of all participants.

The Board of Directors is quorate when at least a majority of its members is present or represented unless the Board of Directors lays down other provisions.

Resolutions by the Board of Directors must be minuted and the minutes signed by the chairman of the Board of Directors. They may serve as evidence in legal disputes if they have been signed by the chairman or two members of the Board of Directors.

Resolutions by the Board of Directors are made by simple majority of the members present or represented. The chairman of the Board of Directors has the casting vote.

Written resolutions approved and signed by all members of the Board of Directors are equivalent to resolutions made at meetings of the Board of Directors. Such resolutions may be approved by each member of the Board of Directors in writing, by telegram, telex, telefax or similar means of communication. Such approvals must in any event be confirmed in writing and the confirmation attached to the minute of the resolution.



**Art. 14. The powers of representation of the Board of Directors.** The Board of Directors has all powers required to undertake any administrative action or disposal of assets within the purpose of the company and under the terms of the investment policy pursuant to Article 17 in the name of the company.

All powers that are not expressly reserved by law or these Articles of Association belong to the Board of Directors.

**Art. 15. Signatory powers.** Vis-à-vis third parties, the company is legally liable if documents are signed jointly by two members of the Board of Directors or the joint or sole signature(s) of persons who have been granted the relevant powers of representation by the Board of Directors.

**Art. 16. Delegation of powers of representation.** In conformity with the provisions of the law dated 10 August 1915 on commercial transactions as amended, the Board of Directors may delegate the day-to-day running of the company and the powers to take action within the purpose of the company to one or more individuals or legal entities.

Such persons or legal entities do not have to be members of the Board of Directors or shareholders. They must act within the powers delegated to them. The Board of Directors may withdraw the delegation of the powers of representation described here at any time.

**Art. 17. Investment policy.** The Board of Directors lays down the investment policy in accordance with which the assets of the company are invested. The company's assets must be invested in accordance with the principle of risk diversification and under the terms of the investment objectives and restrictions, as described in the sales prospectuses published by the company.

**Art. 18. Investment advisers / Portfolio managers.** Under its own supervision and at its own responsibility, the Board of Directors may appoint one or more individuals or legal entities to be investment advisers and/or portfolio managers. The investment adviser has the task of extensively supporting the company with recommendations in the investment of its assets. He does not have the power to make investment decisions or to make investments on his own. The portfolio manager is given the mandate to invest the company's assets.

**Art. 19. Conflicts of interest.** The validity of agreements or other transactions between the company and third parties are not affected by one or more members of the Board of Directors or of the managers having a position at the third party as a shareholder, a member of its Board of Directors or an employee. In such cases the member of the Board of Directors or manager of the company will not be prevented from voting on such a transaction or taking any other actions under the terms of such a transaction.

If a member of the Board of Directors or an employee of the company represents interests that conflict with the interests of the company, such member of the Board of Directors or employee will abstain from voting on the transaction concerned. The next general meeting will receive a report on this.

Interests for the purposes of this Article do not include interests affecting the legal or commercial relationships with the investment adviser, the custodian bank or other parties determined by the Board of Directors from time to time.

**Art. 20. Remuneration of the Board of Directors.** The remuneration of the members of the Board of Directors is laid down by the general meeting. They also include expenses and other costs incurred by members of the Board of Directors in the exercise of their duties, including any costs for measures related to legal proceedings against them unless these were the result of wilful misconduct or gross negligence on the part of the member of the Board of Directors concerned.

**Art. 21. Auditor.** The annual financial statements of the company and of the subfunds will be audited by an auditor who will be appointed by the general meeting and whose fee will be charged to the company's assets.

The auditor will perform all of the duties prescribed in the 2007 Law.

#### **D.- General meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 22. Rights of the general meeting.** The general meeting represents all of the shareholders as a whole, irrespective of the subfund in which they are shareholders. Resolutions by the general meeting in matters of the company as a whole are binding on all shareholders. The general meeting has all the powers required to order, execute or ratify any actions or legal transactions by the company.

**Art. 23. Procedures for the general meeting.** General meetings are called by the Board of Directors.

They must be called upon demand by shareholders holding at least one-fifth of the shares in circulation.

The ordinary general meetings are held in accordance with the provisions of Luxembourg law once a year on the last Wednesday of April at 3:00 pm at the registered office of the company and for the first time in 2011.

If the aforementioned day is a bank holiday or a public holiday in Luxembourg, the ordinary general meeting will be held on the next banking day.

Additional, extraordinary general meetings may be held at locations and at times given in the invitations to them.

Invitations to general meetings will be announced to shareholders in accordance with the statutory regulations and, if appropriate, in additional newspapers to be laid down by the Board of Directors.

If all shareholders are present or represented and declare that they have been properly invited and advised about the agenda, a general meeting may be held without being announced in accordance with the foregoing conditions.



The Board of Directors may resolve upon all other requirements to be fulfilled by shareholders in order for them to participate in general meetings.

The matters to be handled at a general meeting of the shareholders are limited to the points on the agenda (which must include all elements required by law) and to questions related thereto.

Irrespective of the related subfund or share class, each full share entitles the holder to one vote pursuant to the provisions of Luxembourg law and the current Articles of Association. Shareholders may appoint a representative by written power-of-attorney, who does not have to be a shareholder.

Decisions affecting the interests of all shareholders in the company will be made at the general meeting while decisions affecting only the shareholders in a particular subfund will be made at the general meeting of that subfund.

Unless otherwise provided for by law or in the current Articles of Association, resolutions by the general meeting require a simple majority of the shareholders present or represented at the meeting.

**Art. 24. General meetings of the subfunds.** The shareholders in a subfund may hold general meetings at any time to decide matters relating exclusively to that subfund.

The provisions in Article 23, paragraphs 1, 2, 6, 7, 8 and 9 apply accordingly to such general meetings.

Each full share entitles the holder to one vote pursuant to the provisions of Luxembourg law and the current Articles of Association. The shareholders may be present in person at such meetings or be appointed by appointing a representative by written power-of-attorney, who does not have to be a shareholder.

Unless otherwise provided for by law or in the current Articles of Association, resolutions by the general meeting require a simple majority of the shareholders present or represented at the meeting.

All resolutions by general meetings of the company that change the rights of the shareholders in a particular subfund in relation to the rights of shareholders in another subfund will be submitted to the shareholders in this other subfund pursuant to Article 68 of the law dated 10 August 1915 on commercial transactions as amended.

**Art. 25. Liquidation and Merger of subfunds.**

**Liquidation**

Upon announcing its intention to the holders of shares in particular subfunds, the Board of Directors may arrange for the liquidation of one or more subfunds if the value of the net assets of this subfund falls to a level that no longer allows the subfund to be managed in an economically reasonable way. The same also applies in cases where changes to the political or economic conditions justify such liquidation.

Up to the date upon which the decision takes effect, shareholders retain the right free of charge, subject to the liquidation costs to be taken into account and subject to the guaranteed equal treatment of shareholders, to request the redemption of their shares. The Board of Directors may however determine a different procedure, in the interest of shareholders.

Any assets of the subfund that are not paid out following liquidation will be held on deposit for a period of six months by the custodian bank. Thereafter these assets will be deposited at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg in the name of their beneficiary, in accordance with the statutory regulations.

Irrespective of the Board of Directors' rights, the general meeting of shareholders in a subfund may reduce the company capital at the proposal of the Board of Directors by withdrawing shares issued by a subfund and refunding shareholders with the net asset value of their shares. The net asset value is calculated for the day on which the decision comes into force, taking into account the proceeds raised on disposing of the subfund's assets and any costs arising from this liquidation. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shares present or represented at the general meeting.

Shareholders in the relevant subfund will be informed of the decision by the general meeting of shareholders to withdraw the shares or of the decision of the Board of Directors to liquidate the subfund by means of a publication in the Mémorial and in a Luxembourg daily newspaper. In addition and if necessary in accordance with the statutory regulations of the countries in which shares in the company are sold, an announcement will then be made in the official publications of each individual country concerned.

The countervalue of the net asset value of shares liquidated which have not been presented by shareholders for redemption will be deposited with the custodian bank for a period of six months and after that period, if still not presented for redemption, at the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until expiry of the period of limitation.

**Merger**

In accordance with the foregoing provisions on the liquidation of a subfund, the Board of Directors may also resolve to liquidate shares issued in a subfund and the allocation of these shares to another subfund or undertaking for collective investment.

Irrespective of these powers held by the Board of Directors, such a decision to merge subfunds may also be taken by the general meeting of the relevant shareholders in the subfund. No quorum (minimum presence of shareholders covering the capital represented) is required for a decision of this type. The decision can be made with a simple majority of the shareholders present or represented at the general meeting.

The shareholders will be notified of the relevant decision on the liquidation of a subfund in accordance with the aforementioned regulations.

During the month following the publication of such a decision, shareholders are authorised to redeem all or part of their shares at their valid net asset value – free of charge – without deduction of any redemption or other administrative charges.

Shares not presented for redemption will be exchanged on the basis of the net asset value of the shares in the subfund concerned calculated for the day on which this decision takes effect. If the shares to be allocated are shares in an undertaking for collective investment that takes the legal form of special assets (“fonds commun de placement”), the decision is binding only for the shareholders who voted in favour of the allocation.

If the Board of Directors should resolve upon the launch of guaranteed subfunds, the liquidation or merger may only occur in accordance with the conditions described in greater detail in the sales documents.

**Art. 26. Financial year.** The financial year begins each year on January 1 and ends on December 31 of the same year.

**Art. 27. Distributions.** The appropriation of annual income and any other distributions are determined by the general meeting upon the proposal of the Board of Directors and within the statutory restrictions.

The distribution of dividends or other distributions to shareholders in a subfund or share class is subject to prior resolution by the shareholders in this subfund.

Dividends that have been fixed are paid out in the currencies and at the place and time fixed by the Board of Directors. An income equalisation amount will be calculated so that the distribution corresponds to the actual income entitlement.

The Board of Directors is authorised to pay interim dividends and to suspend the payment of distributions. At the proposal of the Board of Directors, the general meeting of shareholders may decide to issue bonus shares as part of the distribution of net investment income and capital gains.

### E. Concluding provisions

**Art. 28. Custodian bank.** The company will enter into a custodian bank agreement under the terms of the statutory requirements with a bank as defined in the law dated 5 April 1993 on access to the financial sector and its supervision as amended.

The custodian bank takes over the obligations and responsibilities under the 2007 Law.

Should the custodian bank wish to resign, the Board of Directors will mandate another bank within two months to take over the functions of the custodian bank. Thereupon, the members of the Board of Directors will appoint this institution as custodian bank in the place of the resigning custodian bank. The members of the Board of Directors have the powers to terminate the function of the custodian bank but may not give notice to the custodian bank of such termination unless and until a new custodian bank has been appointed pursuant to this Article to take over the function in its place.

**Art. 29. Liquidation of the company.** The company may be liquidated at any time by the general meeting under observance of the statutory regulations. The procedure is in accordance with that laid down in Article 31 for changes to the Articles of Association.

If net assets fall below two-thirds of the minimum amount laid down in Article 5, the Board of Directors must submit the issue of the liquidation of the company for resolution by the general meeting. This will decide the issue by simple majority of the shares represented at the general meeting.

The issue of the liquidation of the company must moreover be submitted by the Board of Directors to the general meeting if net assets fall below one quarter of the minimum amount laid down in Article 5; in this case the general meeting will decide without the requirements for a majority and the liquidation may be decided by resolution of a quarter of the votes represented at the general meeting.

The general meeting must be called in such a manner that it is held within forty days of the time that the drop in net asset value below the level of two-thirds/one quarter of the statutory minimum amount was determined.

**Art. 30. Winding-up.** The winding-up of the company will be assigned to one or more liquidators. The liquidators will be designated by the general meeting, which will also determine the scope of their responsibility and their remuneration. Both individuals and legal entities may be appointed as liquidators.

**Art. 31. Changes to the Articles of Association.** These Articles of Association may be expanded or otherwise amended by the general meeting. Amendments are subject to the presence and majority requirements in the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial transactions as amended.

**Art. 32. Applicable law.** Supplementing the regulations made in these Articles of Association, the law dated 10 August 1915 on commercial transactions and the 2007 Law, each as amended, also apply.

Those appearing have subscribed and paid up the shares, as follows:

*Capital subscription*

Shareholder	Subscribed and paid up capital	Number of shares
Mr Ugo PASTORI .....	EUR 100	1
THEIA S.A. ....	EUR 30,900	309
TOTAL: .....	EUR 31,000	310

Accordingly the company has EUR 31,000 (thirty-one thousand euros) at its disposal, which was proved to the undersigned notary and is expressly confirmed by him.

*Transitory provision*

The first financial year which begins on the day the company is established and ends on December 31<sup>st</sup>, 2010.

*Attestation*

The undersigned notary attests that the conditions in Article 26 of the law dated 10 August 1915 on commercial transactions have been fulfilled.

*Costs*

The amount of the costs, expenses, credits or debits accruing to the company in whatsoever form or that otherwise have to be borne by it as a result of its establishment are estimated at 1,200.-EUR.

*Extraordinary general meeting*

Thereupon, those appearing, who represent all of the share capital, met in an extraordinary general meeting of the shareholders, to which they acknowledged that they had been legally called.

Having established that this general meeting was properly quorate, they resolved, as follows:

1. The number of members of the Board of Directors is fixed at 3 (three).
2. The following are appointed as members of the Board of Directors:
  - a. Mr Paolo TAMBURINI, Chief Financial Officer Thalia SA, wohnhaft in Via Peri 21, CH – 6901 Lugano Switzerland;
  - b. Mr Nicola BATTALORA, Senior Vice President, BSI Luxembourg S.A. wohnhaft in 6, Avenue Marie Thérèse, L-2132 Luxembourg;
  - c. Mr Gianfranco CANTONI, First Vice President, BSI Luxembourg S.A. wohnhaft in 6, Avenue Marie Thérèse, L-2132 Luxembourg;
3. The registered office of the company is at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
4. The term of office of the members of the Board of Directors is fixed at one year and ends immediately after the annual general meeting.
5. The meeting appoints Ernst & Young S.A., having its registered office in L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall, (RCSL B47771) as auditor to the company.
6. The Board of Directors is given permission to delegate its powers in respect of the day-to-day management of the business pursuant to Article 16 of the Articles of Association.

In the case of divergence between the English and the German version of these Articles of Incorporation, the English version is prevailing.

Whereupon this deed was accepted and approved in Luxembourg on the date first entered above.

After reading it out aloud to those appearing, who are known to the notary by surname, first name, status and residence, they, together with the notary, signed this deed.

Executed and accepted in Luxembourg on the above date.

**Follows the German translation:**

Im Jahre zweitausendundzehn, den 30.Juli 2010.

Vor dem Notar Paul DECKER, mit Amtssitz in Luxembourg (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

- 1) Die Aktiengesellschaft THALIA S.A. mit Sitz in via Peri 21, 6900 Lugano; registriert im Handels-und Gesellschaftsregister von Ticino unter der Nummer CH-514.3.027.169-6;
- 2) Herr Ugo PASTORI, Chief Executive Officer of Thalia SA, mit Wohnsitz in Riva Paradiso 32 a, 6900 Paradiso beide hier vertreten durch Herrn Martin RAUSCH, geschäftsansässig in L-1855 Luxembourg, 33A avenue J.F. Kennedy, auf Grund privatschriftlicher Vollmachten ausgestellt in Lugano, am 23 Juli 2010.

Diese Vollmachten, welche "ne varietur" durch alle Erschienenen und den unterzeichneten Notar unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigefügt bleiben, um mit ihr den Formalitäten der Registrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienenen, welche dem Notar namentlich bekannt sind, ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzung einer zwischen ihnen zu gründenden Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) wie folgt zu beurkunden.

### A. Firmenname, Sitz, Dauer und Unternehmensgegenstand

**Art. 1. Firmenname.** Es wird hiermit unter den Komparenten und allen späteren Gesellschaftern eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé») oder «SICAV-FIS») unter dem Namen "THEIA SICAV SIF" gegründet.

**Art. 2. Sitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können durch Beschluss des Verwaltungsrates entweder im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass aussergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die aussergewöhnlichen Umstände geendet haben; solche provisorischen Massnahmen haben auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Dauer errichtet.

**Art. 4. Unternehmensgegenstand.** Ausschliesslicher Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und allen anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft ist als Spezialfonds in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 13 Februar 2007 über Spezialfonds (das „Gesetz von 2007“) aufsetzt. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Unternehmensgegenstandes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne nach Massgabe der Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

### B. Gesellschaftskapital, Aktien, Nettovermögenswert

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Kapital der Gesellschaft ist in volleingezahlte Aktien ohne Nennwert eingeteilt und entspricht jederzeit dem Wert des in Absatz 8 definierten Gesamtnettovermögens («Gesamtnettovermögenswert»).

Gemäss Artikel 7 ausgegebene Aktien können durch Beschluss des Verwaltungsrates in verschiedene Aktienklassen unterteilt werden.

Der Verwaltungsrat kann innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen mit spezifischen Merkmalen ausgeben, zum Beispiel mit (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik, wie ausschüttende oder kapitalisierende Aktien oder (ii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Ausgabe und Rücknahme oder (iii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Anlage- oder Beratungsgebühr oder (iv) mit verschiedenen Rechnungswährungen sowie mit anderen spezifischen Merkmalen, welche zur gegebenen Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden werde.

Der Verwaltungsrat wird für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen Vermögenseinheiten als Teilfonds («compartiments») im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 bilden.

Das Gründungskapital beträgt 31 000 EUR (einunddreissigtausend EURO) und ist in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt, welche dem Teilfonds THEIA SICAV SIF- Global Equitiy Alpha angehören. Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe von Aktien von Teilfonds werden in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten entsprechend der für den jeweiligen Teilfonds durch den Verwaltungsrat festgelegten Anlagepolitik und im Einklang mit den durch das Gesetz von 2007 oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegten Anlagebeschränkungen angelegt.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt EUR 1 250 000 (eine Million zweihundertfünfzig tausend Euro). Dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft durch die Aufsichtsbehörde zu erreichen.

Um das Kapital der Gesellschaft zu bestimmen, wird das Nettovermögen, welches gemäss Artikel 10 dieser Satzung bestimmt wird und einem Teilfonds zuzurechnen ist, falls es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgerechnet und das Gesellschaftskapital entspricht jederzeit der Gesamtheit der Nettovermögen sämtlicher Teilfonds («Gesamtnettovermögen»).

**Art. 6. Aktien.** Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Aktien als Namensaktien oder in Inhaberform ausgeben wird. Falls Inhabertifikate einer Aktienklasse eines Teilfonds ausgegeben werden, legt der Verwaltungsrat die entsprechende Stückelung fest. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Eine oder beide dieser Unterschriften können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates per Faksimile erstellt werden. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in einer Form ausgeben, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt.

Alle Namensaktien der Gesellschaft sind in das Aktienregister einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensaktien, seinen Wohnort oder eine sonstige mit der Gesellschaft vereinbarte Anschrift, die Anzahl

der von ihm gehaltenen Aktien sowie deren Nummern und den Teilfonds und die Aktienklasse dieser Aktien beinhalten. Jede Übertragung oder sonstiger Rechtsübergang einer Namensaktie ist in das Aktienregister einzutragen.

Die Eintragung in das Aktienregister belegt das Eigentum an den Namensaktien. Die Gesellschaft bestimmt, ob ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt wird, oder ob der Aktionär eine schriftliche Aktienbestätigung erhält.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Übergabe des Aktienzertifikats oder der Aktienzertifikate (falls solche ausgestellt wurden) an die Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender Weise die Übertragung belegen, oder durch eine Übertragungserklärung, welche im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht haben, unterzeichnet und datiert werden.

Falls eine Aktie auf den Namen von mehreren Personen eingetragen ist, gilt der erste im Register eingetragene Aktionär als Bevollmächtigter sämtlicher anderer Miteigentümer und ist als einziger berechtigt, Mitteilungen seitens der Gesellschaft zu erhalten.

Im Fall von Inhaberaktien ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber und, im Fall von Namensaktien, die Person, auf deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, als den vollberechtigten Eigentümer der Aktien anzusehen. Die Gesellschaft kann im Rahmen sämtlicher, diese Aktien betreffenden Massnahmen ausschliesslich den vorerwähnten, keinesfalls aber dritten Personen gegenüber verpflichtet werden. Sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüche von anderen als den in Satz 1 erwähnten Personen hinsichtlich dieser Aktien als nicht bestehend anzusehen; dies schliesst jedoch nicht das Recht einer dritten Person aus, die ordnungsgemässe Eintragung einer Namensaktie oder eine Änderung dieser Eintragung zu verlangen.

Falls ein Aktionär keine Adresse angibt, wird dies im Aktienregister vermerkt und als Adresse dieses Aktionärs gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Aktienregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Aktienzertifikat(e) verlegt, gestohlen oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen welche allenfalls Sicherheiten vorsehen, eine Zweitausfertigung seines/seiner Aktienzertifikate(/s). Insofern es durch die anwendbaren Gesetze vorgeschrieben oder erlaubt ist und so wie es die Gesellschaft unter Berücksichtigung dieser Gesetze festgelegt hat, können diese Bedingungen eine von einer Versicherungsgesellschaft abgeschlossene Versicherung einschliessen. Bei der Ausgabe von neuen Aktienzertifikaten, auf welchen vermerkt werden muss, dass es sich um Zweitausfertigungen handelt, wird/werden die Originalurkunde(n), für welche die neue(n) Urkunde(n) ausgestellt wird/werden, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anweisung der Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden der Gesellschaft übergeben und unmittelbar annulliert.

Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Aktionär mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Aktienzertifikats und mit den Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der alten Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen des entsprechenden Teilfonds oder der entsprechenden Aktienklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberaktien werden ausschliesslich Aktienzertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist jederzeit in vollem Umfang berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an jedem vom Verwaltungsrat gemäss den Bestimmungen der Verkaufsprospekts festgelegten Geschäftstag und werden zum entsprechenden Bewertungstag gemäss Artikel 10 abgewickelt. Ausgabepreis für eine Aktie ist der für jeden Teilfonds und jede entsprechende Aktienklasse gemäss Artikel 10 ermittelte Nettovermögenswert pro Aktie zuzüglich der etwaigen für den jeweiligen Teilfonds und die jeweilige Aktienklasse durch den Verwaltungsrat festgelegten Kosten und Provisionen. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht weniger als 3 Tagen nach dem betreffenden Geschäftstag zahlbar. Der Verwaltungsrat kann in seinem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Naturalzeichnungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sacheinlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft geprüft. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Anlegers.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe für jeden Teilfonds und jede Aktienklasse beschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass Aktien ausschliesslich innerhalb einer bestimmten Frist ausgegeben werden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien von einem/r, mehreren oder allen Teilfonds und Aktienklassen auszusetzen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich zurück erstatten.



Sollte die Ermittlung des Nettovermögenswertes eines Teilfonds von der Gesellschaft auf Grund des Artikels 11 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Aktien des betreffenden Teilfonds ausgegeben.

Zum Zweck der Ausgabe von neuen Aktien kann der Verwaltungsrat jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung entgegenzunehmen sowie die Aktien auszuliefern.

**Art. 8. Rücknahme und Umtausch von Aktien.** Jeder Aktionär der Gesellschaft kann die Gesellschaft an jedem in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien an der Gesellschaft zurückzunehmen. In diesem Fall wird die Gesellschaft die Aktien, unter Berücksichtigung der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen sowie unter dem Vorbehalt der in Artikel 11 dieser Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rücknahme durch die Gesellschaft zurückzunehmen. Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält einen Rücknahmepreis, welcher auf Grundlage des entsprechenden Nettovermögenswertes berechnet wird und zwar im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und denjenigen dieser Satzung und nach Massgabe den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen.

Ein Rücknahmeantrag muss durch den Aktionär in unwiderruflicher schriftlicher Weise am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei Geschäftsstellen von einer von der Gesellschaft bestimmten Person (oder Institution) gestellt werden. Im Fall von Aktien, für welche Zertifikate ausgegeben wurden, müssen die Aktienzertifikate mit dem Rücknahmeantrag formgerecht eingehen, unter Beifügung etwaiger Erneuerungsscheine und sämtlicher nicht fälligen Gewinnanteilscheine (im Falle von Inhaberaktien) oder eines der Gesellschaft genügenden Nachweises der Übertragung oder des Überschreibens der Aktien, im Fall von Namensaktien.

Vom Nettovermögenswert kann eine Kommission zu Gunsten der Gesellschaft oder der Vertriebsstelle und ein weiterer Betrag abgezogen werden, welcher die geschätzten Kosten und Ausgaben ausmacht, die der Gesellschaft bei einer Realisierung von Vermögenswerten in der betroffenen Vermögensmasse entstehen könnten, um das Rücknahmegesuch zu finanzieren (diese Kommission, zusammen mit dem Schätzbetrag, darf nicht mehr als drei Prozent des Nettovermögenswertes betragen).

Der Rücknahmepreis ist in der Währung, auf welche die Aktien des betreffenden Teilfonds lauten oder in einer anderen, gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgesetzten Währung innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als fünfundzwanzig Kalendertagen nach dem entsprechenden, in den Verkaufsunterlagen näher definierten Geschäftstag bzw. nach dem Tag zu zahlen, an welchem die Aktienzertifikate und sonstigen eventuellen Übertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind, je nachdem, welches das spätere Datum ist, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 dieser Satzung.

Bei massiven Rücknahmegesuchen kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschliessen, ein Rücknahmegesuch erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Mit Zustimmung des betroffenen Aktionärs, kann der Verwaltungsrat (unter Beachtung des Prinzips der gleichen Behandlung der Aktionäre) Rücknahmegesuche ganz oder teilweise in Natura auszuführen, durch Zuteilung an den betroffenen Aktionär von Anlagewerten aus dem betroffenen Teilfondsportfolio, die dem Nettovermögenswert der rückzunehmenden Aktien entsprechen, wie im Verkaufsprospekt weiter beschrieben.

Jeder Aktionär kann auf Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien eines bestimmten Teilfonds in andere Aktienklassen desselben Teilfonds oder den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien eines bestimmten Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds zu dem jeweiligen, für den betreffenden Teilfonds festgelegten Nettovermögenswert beantragen. Unter Vorbehalt der unten aufgeführten Bestimmungen, finden die für Aktienrücknahmen gültigen Bestimmungen Anwendung. Der Nettovermögenswert kann gegebenenfalls durch etwaige anfallende Kosten und durch Auf- und Abrunden entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrats berichtigt werden. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Anträge auf Umtausch Einschränkungen auferlegen und für den Umtausch eine nach freiem Ermessen im Interesse der Gesellschaft festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

**Art. 9. Beschränkungen.** Falls an einem Handelstag die Summe der Ausgabe- und Rücknahmeanträge aller Aktienklassen eines Teilfonds zu einem Nettokapitalzufluss oder -abfluss führt, kann der Nettovermögenswert des Aktienklassen für den betreffenden Handelstag angepasst werden. Die maximale Anpassung kann sich auf bis zu 1% des Nettovermögenswertes (vor der Anpassung) belaufen. Berücksichtigt werden können sowohl die geschätzten Transaktionskosten und anfallenden Steuern, die dem Teilfonds belastet werden können, als auch die geschätzte Geld-/Briefspanne der Vermögenswerte in die der Teilfonds investiert, können in Betracht gezogen werden. Diese Anpassung wird zu einer Erhöhung des Nettovermögenswertes im Fall eines Nettokapitalzuflusses in den betroffenen Teilfonds führen. Sie wird zu einer Verminderung des Nettovermögenswertes im Falle eines Nettokapitalabflusses aus dem betroffenen Teilfonds führen. Der Verwaltungsrat kann einen Schwellenwert für jeden Teilfonds festlegen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem Handelstag im Verhältnis zum Nettovermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des betroffenen Teilfonds bestehen. Eine Anpassung des Nettovermögenswertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem gegebenen Handelstag überschritten wird.



Die Gesellschaft ist berechtigt, in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft näher beschriebene Massnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass bei Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Aktien der Gesellschaft keine als „Market-Timing“ und/oder als „Late Trading“ bekannte Geschäftspraktiken im Hinblick auf Anlagen in die Gesellschaft erfolgen.

Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoss gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft fremden Steuergesetzen unterworfen wird. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an Personen übertragen wird, welche vom Eigentum an Aktien ausgeschlossen sind oder Aktien in einem Umfang halten, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht («nicht berechtigte Personen»);

b) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer nicht berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht berechtigten Person führt; und

c) es ablehnen, bei einer Hauptversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht berechtigten Person anzuerkennen;

d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht berechtigte Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär für die nicht berechtigte Person gehalten werden, zurückzunehmen oder falls eine nicht berechtigte Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise vom Aktionär alle von diesem gehaltenen Aktien zurücknehmen. Dies geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers. Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letztbekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen. Nach Geschäftsschluss des in der Kauferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Kauferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikat(e) annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der Nettovermögenswert und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag vor dem Tag des Inkrafttretens der Kauferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikate(/s) sein. Dieser Wert wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Kauferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe des in der Kauferklärung erwähnten Aktienzertifikats zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen.

Nach der oben beschriebenen Zustellung der Kauferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der Aktienzertifikate(/s) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäss diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Kauferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschliessen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Kauferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

**Art. 10. Ermittlung des Nettovermögenswertes.** Für die Bestimmung des Ausgabe- und Rücknahmepreises wird der Nettovermögenswert jedes Teilfonds periodisch von der Gesellschaft festgelegt. Die genaue Frequenz der Nettovermögenswertbestimmung wird im Verkaufsprospekt festgelegt. Ein solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt.

Der Nettovermögenswert jedes Teilfonds wird in der Währung des entsprechenden Teilfonds und auf eine Aktie des entsprechenden Teilfonds bezogen ausgedrückt und wird nach Vornahme der Bewertung gemäss nachfolgend aufgeführten Grundsätzen am entsprechenden Bewertungstag bestimmt, indem das auf den entsprechenden Teilfonds entfallende Vermögen zu einem vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitpunkt abzüglich der dem betreffenden Teilfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten durch die Anzahl der zum Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des entsprechenden Teilfonds dividiert wird. Bei Teilfonds, für welche verschiedene Aktienklassen ausgegeben wurden, wird der Nettovermögenswert pro Aktie gegebenenfalls für jede einzelne Aktienklasse ermittelt. Dabei wird der Nettovermögenswert eines jeden Teilfonds, welcher einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, durch die Anzahl der Aktien der jeweiligen Aktienklasse dividiert. Der Nettovermögenswert kann entsprechend dem Beschluss des Verwaltungsrates auf den nächsthöheren oder nächstniedrigeren Betrag in der entsprechenden Währung gerundet werden.

Das Nettovermögen der Gesellschaft ergibt sich aus Addition der Nettovermögen der Teilfonds.

Die Bewertung des jeweiligen Teilfonds und der jeweiligen Aktienklassen richtet sich nach folgenden Kriterien:

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- a) alle flüssigen Mittel einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;
- b) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;
- c) alle Wertpapiere, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Fondsanteile, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- d) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können und vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Wertanpassungen im Hinblick auf die Kursschwankungen, die aus dem Handel Ex-Dividende oder ähnlichen Praktiken herrühren, vornehmen kann;
- e) angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;
- f) nicht abgeschriebene Gründungskosten;
- g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im Voraus bezahlter Ausgaben. Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:
  - a) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekanntesten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Derivate oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letzt verfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für diese Anlagen ist.

Bei Wertpapieren, Derivaten und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere, Derivate und anderen Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letzt verfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.
  - b) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, und für die kein adäquater Preis erhältlich ist, wird die Gesellschaft diese gemäss anderen, von ihr nach Treu und Glauben zu bestimmenden Grundsätzen auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.
  - c) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.
  - d) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden zu ihrem letztbekanntesten Nettoinventarwert bewertet.
  - e) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Marktrenditen.

Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, werden auch Wertpapiere mit einer Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten nach den für Geldmarktinstrumenten gültigen Richtlinien bewertet.
  - f) Wertpapiere und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Teilfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, welcher von externen Kurslieferanten bezogen wird, bewertet.
  - g) Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

h) Der Wert der Tauschgeschäfte wird von der Gegenpartei des Swaps berechnet, ausgehend vom aktuellen Wert (Net Present Value) von allen Cashflows, sowohl In- wie Outflows. Diese Bewertungsmethode ist von der Gesellschaft anerkannt und vom Wirtschaftsprüfer geprüft.

i) Bei den Teilfonds, die gemäss ihrer Anlagepolitik überwiegend in Geldmarktinstrumente investieren, werden die Zinserträge der einzelnen Teilfonds bis einschliesslich zum zweiten Bewertungstag nach dem jeweiligen Bewertungstag in die Bewertung des Vermögens des jeweiligen Teilfonds einbezogen. Damit enthält der Inventarwert je Aktie am jeweiligen Bewertungstag die auf Valuta zwei Bewertungstage projizierten Zinserträge.

Die Gesellschaft ist berechtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsprinzipien einheitlich für die Gesamtgesellschafts Guthaben und die Guthaben eines Teilfonds anzuwenden, falls die obenerwähnten Kriterien zur Bewertung auf Grund aussergewöhnlicher Ereignisse unmöglich oder unzumutbar erscheinen, dies um eine sachgerechte Bewertung des jeweiligen Teilfonds zu erreichen.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;
- b) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- c) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und vorgenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;
- d) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Gebühren an Anlageberater (Portfoliomanager) oder an das Anlagemanagement, an die Depotbank, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und bei Behörden und Börsen in jeglichem anderen Land, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Anzeigen- und Preisveröffentlichungskosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmässige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

3. Die Gesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Teilfonds und Aktienklassen wie folgt vornehmen:

- a) Sofern mehrere Aktienklassen für einen Teilfonds ausgegeben wurden, werden alle Vermögenswerte, welche auf jede Aktienklasse entfallen, gemeinsam gemäss der Anlagepolitik des Teilfonds investiert.
- b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds dieser Aktienklasse zugeteilt; der entsprechende Gegenwert wird den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Anteil am Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds erhöhen; Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Teilfonds zugeteilt.
- c) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Teilfonds zugeteilt.
- d) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder auf Grund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Teilfonds werden diesem Teilfonds zugerechnet.
- e) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis der Zahl der Teilfonds oder auf Basis des Nettovermögenswertes aller Aktienklassen des Teilfonds zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften nur für solche Verbindlichkeiten, die von dem betreffenden Teilfonds eingegangen werden.
- f) Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse vermindern den Nettovermögenswert dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse um den Ausschüttungsbetrag.

4. Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

- a) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgenommen werden sollen, gelten als Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

b) Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;

c) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettovermögenswert ausgedrückt wird, werden auf der Grundlage der zum Bewertungszeitpunkt vorherrschenden Markt- und Devisenkurse bewertet.

d) Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag

- Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

**Art. 11. Zeitweilige Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien.** Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Aktien jedes Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn Börsen oder Märkte, die massgebend sind für die Bewertung eines bedeutenden Anteils des jeweiligen Nettovermögens, oder wenn Devisenmärkte, auf deren Währung das jeweilige Nettovermögen oder ein bedeutender Anteil davon lautet, – ausser an gewöhnlichen Feiertagen – geschlossen sind oder wenn dort Transaktionen suspendiert oder eingeschränkt sind oder wenn diese kurzfristig starken Schwankungen unterworfen sind;

- wenn auf Grund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder anderweitiger Notfälle, die ausserhalb der Einflussmöglichkeit der Gesellschaft liegen, eine sachdienliche Verfügung über das Gesellschaftsvermögen nicht möglich ist oder den Interessen der Aktionäre abträglich wäre;

- im Fall einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder der Berechnung, die üblicherweise für die Erstellung des Nettovermögenswertes angewandt wird oder wenn der Nettovermögenswert aus einem sonstigen Grund nicht mit genügender Genauigkeit ermittelt werden kann;

- wenn durch Beschränkungen des Devisenverkehrs oder sonstiger Übertragungen von Vermögenswerten Geschäfte für die Gesellschaft undurchführbar werden.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode wird vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit veröffentlicht.

### C. Verwaltung und Aufsicht

**Art. 12. Der Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Hauptversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Hauptversammlung wird ausserdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Hauptversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Sollte die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates vor Ablauf des Mandats frei werden, werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig die freie Stelle neu besetzen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Ernennung bei der unmittelbar darauffolgenden Hauptversammlung treffen.

**Art. 13. Verwaltungsratssitzungen.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Hauptversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Hauptversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmässig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Ausser in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich erfolgen.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssit-

zungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein.

**Art. 14. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

**Art. 15. Unterschriftsbefugnis.** Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

**Art. 16. Übertragung der Vertretungsmacht.** In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich Ergänzungen kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Unternehmensgegenstandes auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglieder des Verwaltungsrates noch Aktionäre sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

**Art. 17. Anlagepolitik.** Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen.

**Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager.** Der Verwaltungsrat kann unter eigener Aufsicht und Verantwortung eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheidungen zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

**Art. 19. Interessenkonflikte.** Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Aktionär, Verwaltungsratsmitglied oder Angestellter besitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Hauptversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

**Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschliesslich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmassnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.



**Art. 21. Wirtschaftsprüfer.** Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Teilfonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss dem Gesetz von 2007 wahrnehmen.

#### **D. - Hauptversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen**

**Art. 22. Rechte der Hauptversammlung.** Die Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft, unabhängig davon, an welchem Teilfonds die Aktionäre beteiligt sind. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Hauptversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

**Art. 23. Verfahren der Hauptversammlung.** Die Hauptversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Die ordentliche Hauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am letzten Mittwoch des Monats April um 15:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft statt. Die erste Hauptversammlung findet im Jahr 2010 statt.

Sofern der erwähnte Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Weitere, ausserordentliche Hauptversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu Hauptversammlungen werden Aktionären nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen sowie gegebenenfalls in weiteren vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen bekanntgemacht.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und erklären, ordnungsgemäss geladen sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein, kann die Hauptversammlung ohne Bekanntmachung nach den vorstehenden Bestimmungen abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschliessen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Hauptversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Unabhängig von seinem jeweiligen Teilfonds und seiner jeweiligen Aktienklasse gibt jede volle Aktie ein Stimmrecht entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Entscheidungen, welche die Interesse aller Aktionäre der Gesellschaft betreffen, werden in der Hauptversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interesse der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds betreffen, werden in der Hauptversammlung des jeweiligen Teilfonds getroffen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Hauptversammlung der Teilfonds.** Die Aktionäre eines Teilfonds können jederzeit Hauptversammlungen abhalten, um über Sachverhalte zu entscheiden, die ausschliesslich den entsprechenden Teilfonds betreffen.

Die Bestimmungen aus Artikel 23 Absätze 1, 2, 6, 7, 8 und 9 sind auf solche Hauptversammlungen entsprechend anwendbar.

Jede volle Aktie berechtigt zu einer Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Soweit durch das Gesetz oder gegenwärtige Satzung nicht anders bestimmt, werden Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welche die Rechte der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds im Verhältnis zu den Rechten von Aktionären eines anderen Teilfonds umändern, werden den Aktionären dieses jeweiligen Teilfonds zur Beschlussfassung unterbreitet entsprechend den Bestimmungen des Artikels 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich entsprechender Änderungen.

**Art. 25. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds Auflösung.** Der Verwaltungsrat kann, nach Benachrichtigung der Inhaber von Aktien der entsprechenden Teilfonds, die Auflösung eines oder mehrerer Teilfonds veranlassen, wenn der Gesamtwert des Nettovermögens dieses Teilfonds unter ein Niveau fällt, welches eine wirtschaftlich sinnvolle Geschäftsführung nicht mehr erlaubt. Gleiches gilt soweit eine Veränderung der politischen oder wirtschaftlichen Bedingungen eine solche Auflösung rechtfertigt.

Aktionäre können unter Gewährleistung der Gleichbehandlung der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds kostenlos, vorbehaltlich der zu berücksichtigenden Liquidationskosten, die Rücknahme ihrer Aktien bis zum Tage des Inkrafttretens der



Entscheidung weiterhin beantragen. Der Verwaltungsrat kann eine abweichende Regelung im Interesse der Aktionäre beschließen.

Die nach Ende einer Liquidation verbleibenden, nicht ausgezahlten Vermögenswerte des Teilfonds, werden für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden diese Vermögenswerte im Namen der Anspruchsberechtigten öffentlichen Hinterlegungsstelle in Luxemburg (Caisse de Consignation) zugunsten der Berechtigten nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen hinterlegt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates kann die Hauptversammlung eines Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates das Gesellschaftskapital durch Annullierung ausgegebener Aktien an diesem Teilfonds herabsetzen und den Aktionären den Nettovermögenswert ihrer Aktien zurückerstatten. Dabei wird der Nettovermögenswert für den Tag berechnet, an welchem der Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung des erzielten Preises bei der Veräusserung der Vermögensanlagen sowie aller tatsächlich angefallener Kosten im Rahmen dieser Annullierung. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Aktionären des betreffenden Teilfonds wird der Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre über die Annullierung der Aktien oder des Verwaltungsrates über die Auflösung eines Teilfonds durch Veröffentlichung einer Mitteilung im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung bekanntgemacht. Darüber hinaus erfolgt, soweit nach den gesetzlichen Bestimmungen der Länder, in denen Aktien der Gesellschaft vertrieben werden, erforderlich, eine Bekanntmachung dieser Entscheidung in den Publikationsorganen der einzelnen Vertriebsländer.

Der Gegenwert der Nettovermögenswerte von annullierten Aktien, welche von den Aktionären nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, wird für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank und nach Ablauf dieser Frist, falls die annullierten Aktien auch bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, bei der «Caisse de Consignation» in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt. Verschmelzung

Nach Massgabe der vorstehend über die Auflösung eines Teilfonds aufgeführten Bedingungen ist der Verwaltungsrat ebenfalls berechtigt, die Annullierung von ausgegebenen Aktien eines Teilfonds und die Zuteilung von Aktien eines anderen Teilfonds oder anderen Organismen für gemeinsame Anlagen, zu beschliessen.

Unbeschadet dieser Befugnisse des Verwaltungsrates kann dieser Beschluss über die Verschmelzung ebenfalls durch die Hauptversammlung der betroffenen Aktionäre des Teilfonds gefasst werden. Für diesen Beschluss ist keine Mindestanwesenheitspflicht des vertretenen Kapitals (Quorum) erforderlich. Er kann mit einfacher Mehrheit der an dieser Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst werden.

Den Aktionären wird der betreffende Beschluss nach Massgabe der vorstehenden Bestimmungen über die Auflösung eines Teilfonds bekanntgemacht.

Die betroffenen Aktionäre sind vor Inkrafttreten dieses Beschlusses während eines Monats ab Veröffentlichung des Beschlusses berechtigt, die kostenfreie Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettovermögenswert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühren) zu verlangen.

Aktien, deren Rücknahme nicht durch die betreffenden Aktionäre beantragt wurden, werden auf Basis des Nettovermögenswertes der jeweiligen betroffenen Teilfonds, der für den Tag berechnet wird, an welchem die Entscheidung wirksam wird, umgetauscht. Im Falle einer Zuteilung von Aktien an einem Organismus für gemeinsame Anlagen in der Rechtsform eines unselbständigen Sondervermögens (Fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für Aktionäre bindend, welche für diese Zuteilung gestimmt haben.

Sollte der Verwaltungsrat die Auflegung von garantierte Teilfonds beschliessen, kann deren Auflösung oder Verschmelzung nur nach Massgabe der in den Verkaufsunterlagen näher beschriebenen Bedingungen erfolgen.

**Art. 26. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am 1. Januar und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Grenzen festgelegt.

Die Ausschüttung von Dividenden oder andere Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse unterliegt der vorherigen Beschlussfassung der Aktionäre dieses Teilfonds.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt. Damit die Ausschüttungen dem tatsächlichen Ertragsanspruch entsprechen, wird ein Ertragsausgleich errechnet.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen. Die Hauptversammlung kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates der Gesellschaft, im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisaktien vorsehen.

## E. Schlussbestimmungen

**Art. 28. Depotbank.** Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschliesslich nachfolgender Ergänzungen abschliessen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2007.

Falls die Depotbank zurücktreten will, beauftragt der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten ein anderes Finanzinstitut, die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Daraufhin werden die Verwaltungsratsmitglieder dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank ernennen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber können der Depotbank nicht kündigen, ausser falls und bis eine neue Depotbank gemäss dieser Artikel ernannt ist, um an deren Stelle diese Funktion zu übernehmen.

**Art. 29. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Hauptversammlung unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen in Artikel 31 festgelegt ist.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Hauptversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese wird mit einfacher Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss ausserdem vom Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Hauptversammlung ohne Mehrheitserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien beschlossen werden.

Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

**Art. 30. Abwicklung.** Die Abwicklung der Auflösung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Hauptversammlung ernannt, welche auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

**Art. 31. Satzungsänderungen.** Die vorliegende Satzung kann durch die Hauptversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Ergänzungen.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2007 in deren geltenden Fassung.

Die Erschienenen haben die Aktien wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

<i>Aktionär</i>	<i>Kapitalzeichnung</i>	<i>Gezeichnetes und eingezahltes Kapital</i>	<i>Aktienzahl</i>
Mr Ugo Pastori .....		EUR 100	1
THEIA S.A. ....		EUR 30,900	309
TOTAL: .....		EUR 31.000	310

Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von EUR 31 000,- (einunddreissigtausend EURO) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2010.

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Kosten*

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, die unter irgendeiner Form der Gesellschaft zu Lasten fallen oder sonst aufgrund der Gründung von ihr getragen werden, werden auf EUR 1.200,- geschätzt.

#### *Ausserordentliche Hauptversammlung*

Alsdann traten die Erschienenen, die das gesamte Aktienkapital vertreten, zu einer ausserordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre zusammen, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen.

Nachdem sie die ordnungsgemässe Zusammensetzung dieser Hauptversammlung festgestellt haben, wurden einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf 3 (drei) festgesetzt.
2. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
  - a. Mr Paolo TAMBURINI, Chief Financial Officer Thalia SA, residing at Via Peri 21, CH – 6901 Lugano – Switzerland;

b. Mr Nicola BATTALORA, Senior Vice President, BSI Luxembourg S.A. residing at 6, Avenue Marie Thérèse L- 2132 Luxembourg;

c. Mr Gianfranco CANTONI, First Vice President, BSI Luxembourg S.A. residing at 6, Avenue Marie Thérèse, L- 2132 Luxembourg.

3. Der Sitz der Gesellschaft ist in 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg

4. Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers werden auf ein Jahr festgesetzt und enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung.

5. Die Versammlung bestellt Ernst & Young S.A., mit dem Gesellschaftssitz in L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (RCSL B.47.771).

6. Der Verwaltungsrat erhält die Erlaubnis seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung gemäss Artikel 16 der Satzung zu delegieren.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen am Datum wie Eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung des Vorstehenden gegenüber den Erschienenen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben mit dem Notar die vorliegenden Urkunde unterzeichnet. Ausgeführt und angenommen in Luxemburg zum oben aufgeführten Datum.

Im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung gilt die englischsprachige Fassung.

Gezeichnet: M. RAUSCH, P. DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 04 août 2010. Relation: LAC/2010/34694. Reçu 75.-€ ( soixante-quinze).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt an das Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg.

Luxemburg, den 13.August 2010.

Référence de publication: 2010112680/1257.

(100127330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2010.

---

**Exaserv S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 124.441.

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenue au siège social en date du 02 mars 2010 à 10 heures*

*Résolution unique*

Le Conseil d'Administration après délibération et à l'unanimité des voix, décide de nommer Monsieur Yves VAN GOOL, Administrateur Délégué, né le 03 février 1973 à 'S HERTOGENBOSCH (Pays Bas) et résidant 109 Hoogstraat NL-5061 ET OISTERWIJK, pouvant engager la société par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EXASERV S.A.

Référence de publication: 2010110977/14.

(100125126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Francono, Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 140.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010110982/10.

(100125184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Exinter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3360 Leudelange, 4, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 71.904.

Les Comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 11/08/2010.

Pour EXINTER S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2010110978/12.

(100124875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Exist Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 83.625.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12-08-2010.

D. FONTAINE

*Commissaire aux comptes*

Référence de publication: 2010110979/12.

(100125119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**F.V.C. Financial and Venture Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 115.670.

*Extrait des résolutions du Conseil d'administration*

En date du 14 juin 2010, le Conseil d'administration de la société a décidé de transférer le siège social de la société du 73, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg au 38, Avenue de la Faïencerie L-1510 Luxembourg, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2010.

Sabrina CHARNY

*Mandataire*

Référence de publication: 2010110980/14.

(100125133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**SFLW S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 115.311.

Société constituée le 28 mars 2006 par Me H. Hellinckx, acte publié au Mémorial C n° 1167 du 15 juin 2006.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion de l'Assemblée générale du 8 juillet 2010, que le mandat de chacun des trois Administrateurs, Messieurs Jean Wagener, Donald Venkatapen et Madame Geneviève Depiesse, ainsi que le mandat du Commissaire aux comptes, Monsieur Henri Van Schingen, sont reconduits pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'Assemblée générale à tenir en 2016.

*Pour le Conseil d'administration*

Signature

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2010111080/16.

(100125061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Fides (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 41.469.

La liste des "Fondés de pouvoir" au 15 février 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010110983/11.

(100124915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Financière de Beaufort S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 10, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 21.128.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010110984/10.

(100125340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Flight Butler, Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.426.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Joëlle BADEN

*Notaire*

Référence de publication: 2010110985/12.

(100125023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Professional Systems Consultancy s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 144.693.

---

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 1<sup>er</sup> juin 2010:

1. D'accepter la démission de Mademoiselle Katarzyna Ciesielska comme gérante administrative de la société à compter du 1<sup>er</sup> juin 2010.

2. De nommer Monsieur Riaz Husain, né le 17 octobre 1952 in Karachi (Pakistan), de nationalité britannique, avec passeport n° 704972315, demeurant professionnellement à 15-17, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, comme nouveau gérant administratif de la société à compter du 1<sup>er</sup> juin 2010.

3. Les gérants sont désormais les suivants:

- Riaz Husain, gérant administratif
- Hitesh Patel, gérant technique

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2010.

*Pour Professional Systems Consultancy S. à .R.L.*

Riaz Husain / Hitesh Patel

*Gérant administratif / Gérant technique*

Référence de publication: 2010111694/21.

(100126291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2010.

---

**Florelle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3817 Schifflange, Chemin de Bergem.

R.C.S. Luxembourg B 142.224.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2010110987/11.

(100124963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**FO DBH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4772 Pétange, 41B, rue de la Piscine.

R.C.S. Luxembourg B 81.822.

---

Le bilan et annexes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010110988/10.

(100124909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Fomed S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 90.805.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010110989/10.

(100125330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Fomed S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 90.805.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010110990/10.

(100125331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Shire Intellectual Property Ireland Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 145.493.

---

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2009 de sa société mère, SHIRE PLC ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010111070/13.

(100124879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**G Construct-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 44, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 56.490.

---

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg.  
Signature  
*Le mandataire*

Référence de publication: 2010110992/12.

(100125046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**G Construct-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 44, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 56.490.

---

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.  
Signature  
*Le mandataire*

Référence de publication: 2010110993/12.

(100125049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Galler International SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer.

R.C.S. Luxembourg B 48.665.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 11.08.2010.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2010110995/15.

(100124895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Libelle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 75.201.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2010.

*Pour la société*

LIBELLE S.A.

BANQUE BPP S.A.

Signatures

*Le Domiciliataire*

Référence de publication: 2010111029/15.

(100125144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Goma, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 138.832.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2010.

Géraldine DISEUR / Claire-Ingrid BERGE

Mandataire Commercial / Fondée de Pouvoir

Référence de publication: 2010110997/12.

(100125182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Goyaz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 67.872.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010110998/10.

(100124949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**HIG Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 128.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111001/10.

(100125343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**International Corporate Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 143.355.

*Auszug aus dem Protokoll der Außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre vom 12. August 2010 am Sitz der Gesellschaft*

Die Hauptversammlung hat einstimmig unter anderem die folgenden Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss*

Die Hauptversammlung beschließt die Abberufung des Verwaltungsratsmitglieds Frau Tanja BLANKENBURG mit sofortiger Wirkung.

*Zweiter Beschluss*

Die Hauptversammlung beschließt die Berufung von Herrn Richard LENERTZ, Buchhalter, geboren am 01. Oktober 1952 in LUXEMBOURG, beruflich ansässig in L-1840 LUXEMBOURG, 2a, boulevard Joseph II, zum Mitglied des Verwaltungsrats mit sofortiger Wirkung bis zur Ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, die im Jahre 2012 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 13. August 2010.

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2010112111/22.

(100127061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

---

**Hydrus Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.112.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 103.170.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Hydrus Investments S.à r.l.

Représentée par Matthijs BOGERS

Gérant

Référence de publication: 2010111002/14.

(100125032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Hyl S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 7, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 132.678.

---

Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/08/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010111003/10.

(100124905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**I.I.P. International Industrial Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 120.367.

---

Le Bilan du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010111004/11.

(100124932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Insolar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 146.400.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111006/10.

(100125178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Invict Business S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 116.834.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111008/10.

(100125338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**TD Retail, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 101.620.

---

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ces comptes remplacent les comptes précédemment déposés:

Référence: No L090064180.04, Déposé le 06/05/2009

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société  
Signatures

Référence de publication: 2010111101/13.

(100125082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Invict Business S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 116.834.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111009/10.

(100125341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**J F B Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 10, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 62.019.

---

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 juin 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010111010/10.

(100125442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Juggling Paradigms, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 141.701.

---

Comptes annuels au 31-12-2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111011/10.

(100125000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**JER Victor Hugo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 115.443.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martin Eckel  
Mandataire

Référence de publication: 2010111012/11.

(100125434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Wilton Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2 - 8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 106.098.

---

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2010.  
Luxembourg Corporation Company S.A.  
Signature  
Director

Référence de publication: 2010111111/13.

(100125187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**JER Winchester S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 125.406.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Martin Eckel  
Mandataire

Référence de publication: 2010111013/11.

(100125437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**K-L, Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9662 Kaundorf, 14, Am leweschtduerf.

R.C.S. Luxembourg B 108.377.

---

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111014/10.

(100125465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Kulicke and Soffa Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 111.770.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111016/10.

(100125328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Komas Building Company, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7303 Steinsel, 14, rue des Etangs.

R.C.S. Luxembourg B 30.980.

---

Les Comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 11/08/2010.  
Pour KOMAS BUILDING COMPANY  
J. REUTER

Référence de publication: 2010111017/12.

(100124874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Kyra Investissements S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 72.975.

---

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111019/11.

(100125196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**KR International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 141.673.

---

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111018/10.

(100125287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Kyra Investissements S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 72.975.

---

Les comptes annuels de la société au 15 juillet 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111020/11.

(100125199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Léa Kappweiler Gestion Immobilière, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1363 Howald, 3B, rue du Couvent.

R.C.S. Luxembourg B 148.060.

---

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111021/10.

(100125384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Lux Independent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 147.037.

---

*Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société daté du 1<sup>er</sup> mars 2010*

En vertu du contrat de cession de parts sociales daté du 1<sup>er</sup> mars 2010, STICHTING JAPADAM a transféré la totalité de ses parts sociales détenues dans la Société, à Luxembourg CORPORATION COMPANY S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37974.

Luxembourg, le 10 août 2010.

Pour extrait analytique conforme

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY SA.

Eric Lechat / Xavier de Cillia

Gérant

Référence de publication: 2010111023/18.

(100125050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---



**Larsen S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 72.118.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LARSEN S.A.

Jean-Marc HEITZ / Mohammed KARA

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010111024/12.

(100125359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

**Bettange Real Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 91.611.

## DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le six août

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, soussigné.

A comparu:

La société SUNDANCER MANAGEMENT CORP., établie et ayant son siège social à Level 2, Lotemau Centre, Vaea Street, Apia, Samoa

(ci-après désignée: «le mandant»),

Lequel mandant est ici représenté par:

Christine LOUIS-HABERER, juriste, avec adresse professionnelle au 20, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, en vertu d'une procuration spéciale donnée à Luxembourg le 15 décembre 2003,

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée en même temps avec lui.

La comparante expose ce qui suit:

1) Elle est propriétaire de la totalité des actions de BETTANGE REAL PROPERTIES S.A. avec siège social à L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B91.611, constituée suivant acte du notaire Jean-Joseph WAGNER de résidence à Sanem en date du 16 janvier 2003, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C, Numéro 266 du 13 mars 2003, et dont le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,-EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100 EUR) chacune, entièrement libérées.

Les statuts ont été modifiés par acte du notaire Roger ARRENSDORFF de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 15 octobre 2008, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C, Numéro 2673 du 3 novembre 2008.

2) L'activité de la Société a cessé.

3) Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société, elle prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

4) Elle se désigne comme liquidateur de la Société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la Société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné et qu'enfin, par rapport à d'éventuels passifs de la société actuellement inconnus et donc non encore payés, elle assume irrévocablement l'obligation de les payer de sorte que tout le passif de la Société est réglé.

5) L'actif restant est attribué à l'actionnaire unique.

6) La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

7) Décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société.

8) Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège social.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, 20, avenue Marie-Thérèse.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: LOUIS-HABERER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Remich, le 10 août 2010. REM 2010 / 1105. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signe): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Mondorf-les-Bains, le 17 août 2010.

Référence de publication: 2010112007/47.

(100126976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

---

**Lavande Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.645.

—  
*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2010*

*Première résolution*

L'Assemblée après avoir délibérée décide à l'unanimité la révocation de Monsieur Philippe LEPRETRE de ses mandats d'Administrateur Unique et ce à effet immédiat.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité d'appeler à la fonction d'administrateur unique Monsieur Fernand BLUM, demeurant L-7381 Bofferdange, 31, Cité Roger Schmitz et ce à compter du 26 avril 2010 jusqu'à la l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le procès verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Signatures

*Le président / Le scrutateur / La secrétaire*

Référence de publication: 2010111025/19.

(100125128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**LBC Finance, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 100.497.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111026/10.

(100125348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**LBC Luxembourg Holding, Société en Commandite par Actions (en liquidation).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 100.501.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111027/10.

(100125350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Lecorsier Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.760.

—  
Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010111028/10.

(100124934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Libelle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 75.201.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2010.

*Pour la société*  
LIBELLE S.A.  
BANQUE BPP S.A.  
Signatures  
*Le Domiciliataire*

Référence de publication: 2010111030/15.

(100125147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Life Point Service, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9662 Kaundorf, 14, Am Ieweschtduerf.  
R.C.S. Luxembourg B 133.162.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111032/10.

(100125464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Linux Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 92.387.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111033/10.

(100125377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Lux Affairs Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 129.279.

La Fiduciaire Luxembourg Paris Genève S.A.R.L. (RCS N° B 84 426) dénonce avec effet immédiat la domiciliation du siège social de LUX AFFAIRS PARTICIPATIONS SA (RCS N° B 129 279) au 31, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Luxembourg, le 11 août 2010.

Signature  
*LE DOMICILIATAIRE*

Référence de publication: 2010111034/12.

(100125064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Mieti S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 58.008.

Les comptes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MIETI S.A.  
Louis VEGAS-PIERONI / Robert REGGIORI  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010111045/12.

(100125356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Manacor (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 9.098.

La liste des "Fondés de pouvoir" au 15 février 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010111035/11.

(100124917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Metroinvest Wolkenbügel S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 152.926.

L'Associé de la Société, Whimbel Project S.à r.l., a récemment changé de dénomination sociale comme suit:  
Whimbel Project S.à r.l.

vers

METROINVEST EUROPEAN ASSETS (Luxembourg) S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août, 2010.

Eric Lechat

*Gérant de classe B*

Référence de publication: 2010111036/15.

(100125045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Moor Park Newday German Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 128.276.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010111037/10.

(100125315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.

---

**Open Text S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 241.884.315,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 154.208.

L'an deux mille dix, le vingt et un juillet,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Open Text ULC, une unlimited liability company, constituée et régie par les lois de l'Etat du Nova Scotia, Canada, ayant son siège social au Suite 900, 1959 Upper Water Street, Halifax, NS, Canada, B3J 2X2, enregistrée auprès du Registry of Joint Stock Companies du Nova Scotia sous le numéro 3245809, agissant en sa qualité d'associé unique de Open Text S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.208, dont le siège social, le principal établissement ainsi que l'administration centrale ont été transférés, de l'Etat du Delaware,

Etats-Unis d'Amérique, au Grand-duché de Luxembourg suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, daté du 29 juin 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société), ici représenté par Nadia TBATOU, Avocat à la Cour, en vertu d'une procuration donnée le 24 juin 2010 à Richmond Hill, Ontario, Canada

L'intégralité du capital social étant représentée au présent acte rectificatif, le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter que lors des résolutions prises lors de l'assemblée des associés de la Société en date du 29 juin 2010 précitée (l'Assemblée), une erreur matérielle s'est glissée dans le bilan de la Société ayant eu pour conséquence qu'une erreur matérielle s'est également glissée dans l'acte du 29 juin 2010 précitée.

Dès lors, il y a lieu de substituer (i) le bilan de la société en date du 28 juin 2010 et (ii) le certificat de gestion de la Société du 28 juin 2010 annexés à l'acte du 29 juin 2010 précitée, par (i) le bilan de la société en date du 29 juin 2010 et (ii) le certificat de gestion de la Société du 19 juillet 2010 qui, après avoir été signés par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront attachés au présent acte rectificatif afin d'être soumis avec lui aux autorités d'enregistrement.

Dès lors, il y a lieu de modifier dans la version anglaise et française l'article 5-1 des statuts de la Société tel que ce dernier apparaît dans la troisième résolution prise lors de l'Assemblée comme suit:

#### Version anglaise

“ **Art. 5. Capital.** The share capital is set at two hundred forty-one million eight hundred eighty-four thousand three hundred fifteen United States Dollars (USD 241,884,315), represented by nine hundred fifty-nine (959) ordinary shares, without par value (the Ordinary Shares), and nine hundred fifty-nine (959) preferred shares, without par value (the Preferred Shares, and together with the Ordinary Shares, the Shares), all in registered form, fully subscribed and fully paid-up.”

#### Version française

« **Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à deux cent quarante-et-un millions huit cent quatre-vingt-quatre mille trois cent quinze dollars des Etats-Unis (USD 241.884.315), représenté par neuf cent cinquante-neuf (959) parts sociales ordinaires, sans valeur nominale (les Parts Sociales Ordinaires) et neuf cent cinquante-neuf (959) parts sociales préférentielles, sans valeur nominale (les Parts Sociales Préférentielles, et avec les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales), toutes sous forme nominative, entièrement souscrites et entièrement libérées.»

Le comparant a également requis le notaire instrumentant d'acter que le bilan d'ouverture (intérimaire) de la Société, étant le bilan de clôture (intérimaire) de la Société reflétant la situation financière de la Société avant son transfert de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, au Grand-duché du Luxembourg, tel que visé dans la quatrième résolution prise lors de l'Assemblée, est celui qui, après avoir été signés par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront attachés au présent acte rectificatif afin d'être soumis avec lui aux autorités d'enregistrement.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. TBATOU, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 23 juillet 2010. Relation: LAC/2010/32849. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 27 juillet 2010.

Référence de publication: 2010112172/56.

(100127226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

---

#### **Autonomy Capital One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 115.215.

#### EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 20 juillet 2010 a été informé par Messieurs Ricardo MORALDI et Michele CANEPA du non-renouvellement de leurs candidatures aux fonctions de gérants de la société et a décidé de nommer en remplacement:

- Mr Christopher JUSTE, gérant, administrateur de sociétés, 45, Am Wenkel, L-8086 Bertrange.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

En outre l'associé unique, dans ses résolutions du 20 juillet 2010 a renouvelé le mandat du gérant:

- Mr Richard HAWEL, gérant, administrateur de sociétés, 8, rue Yolande, L-2761 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 11 août 2010.

Pour AUTONOMY CAPITAL ONE Sarl

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2010112726/21.

(100126765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

**HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.100,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 151.632.

In the year two thousand and ten, on the second of August.

Before Us, Maître Elvinger, residing in Luxembourg

There appeared:

Hines Master Fund Management Company S. à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg registered in the Commercial Register of Luxembourg under the number B 115.217 (the "Shareholder"), acting in its capacity as management company ("Man-Co") of Hines Pan European Core Fund ("HECF"), a sub-fund of Hines Real Estate Master Fund FCP-FIS, a mutual investment fund (fonds commun de placement-fond d'investissement spécialisé) organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, hereafter called the "Sole Shareholder",

here represented by Mrs Cintia Procacai, employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on July 2010.

This proxy, signed *ne varietur*, by the appearing person and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company established in Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, residing in Luxembourg, of March 2, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Company's share capital is currently fixed at fifteen thousand Euros (€ 15,000) represented by fifty (50) Class A ordinary shares, fifty (50) Class B ordinary shares, fifty (50) Class C ordinary shares with a nominal value of one hundred Euros (€ 100) each;

III. The appearing party, acting in its above mentioned capacities, requested the undersigned notary to draw up as follows:

That the agenda of the meeting is as follows:

1. To increase the Company's share capital of fifteen thousand Euros (€ 15,000), divided into fifty (50) Class A ordinary shares (50) class B ordinary shares and fifty (50) Class C ordinary shares, each having a nominal value of one hundred Euros (€ 100), to seventeen thousand one hundred Euros (€ 17,100), divided into fifty (50) Class A ordinary shares, fifty (50) Class B ordinary shares, fifty (50) Class C ordinary shares and twenty one (21) Class D ordinary shares, each having a nominal value of one hundred Euros (€ 100), by a contribution in cash of the ManCo.

2. To approve the creation of Class D ordinary shares and the issuance of twenty one (21) Class D ordinary shares, each having a nominal value of one hundred Euro (€ 100) by the Company to the Sole Shareholder; having the same rights and privileges as those attached to the existing units and entitlements to the dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder resolving on the proposed capital increase;

3. To accept the subscription of twenty one (21) Class D ordinary shares by the Sole Shareholder, each having a nominal value of one hundred Euro (€ 100); and to accept payment in full of each of these shares via contribution of cash.

4. To amend the first paragraph of article 6 of the articles of incorporation of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted by the present resolutions. After this had been set forth, the appearing party now requests the undersigned notary to record the following resolutions.

*First resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES TO increase the Company's share capital of fifteen thousand Euros (€ 15,000), divided into fifty (50) Class A ordinary shares (50) class B ordinary shares and fifty (50) Class C ordinary shares, each having a nominal value of one hundred Euros (€ 100), to seventeen thousand one hundred Euros (€ 17,100), divided into fifty (50) Class A ordinary shares, fifty (50) Class B ordinary shares, fifty (50) Class C ordinary shares and twenty one



(21) Class D ordinary shares, each having a nominal value of one hundred Euros (€ 100), by a contribution in cash of the ManCo.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder approves the creation of Class D ordinary shares and the issuance of twenty one (21) Class D ordinary shares, each having a nominal value of one hundred Euro (€ 100) by the Company to the Sole Shareholder; having the same rights and privileges as those attached to the existing units and entitlements to the dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder resolving on the proposed capital increase;

#### *Subscription and Payment*

There now appeared Cintia Procaci, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney in fact of the subscriber, by virtue of a proxy granted on July 2010.

The person appearing declared the subscription of twenty one (21) Class D ordinary shares by the Company, each having a nominal value of one hundred Euro (€ 100); and to accept payment in full of each of these shares by a contribution in cash of the ManCo.

The person appearing declared and the Sole Shareholder recognized that each new share issued has been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the amount of two thousand one hundred Euros (€ 2,100) proof of which is given to the undersigned notary who expressly records this statement.

#### *Third resolution*

The sole shareholder RESOLVES TO accept the subscription and payment in full of each of these shares by a contribution in cash to allot the twenty one (21) Class D ordinary shares each at a value of one hundred Euros (€ 100).

#### *Forth resolution*

As a consequence of the previous resolution, the Sole Shareholder resolves to amend Art. 6 (paragraph 1 and paragraph 4) of the articles of association of the Company in order to give it the following wording:

“ **Art. 6. Issued Capital. Paragraph 1.** The issued capital of the Company is set at seventeen thousand one hundred Euros (€ 17,100), divided into fifty (50) Class A ordinary shares, fifty (50) Class B ordinary shares, fifty (50) Class C ordinary shares and twenty one (21) class D ordinary shares with a nominal value of one hundred Euros (€ 100) each, all of which are fully paid up.

**Paragraph 4.** The class A ordinary shares, the class B ordinary shares, the class C ordinary shares and class D ordinary shares, together with the ordinary shares of other classes which may be issued from time to time shall be referred to as the “Ordinary Shares”.”

#### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand euros. There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, the appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L’an deux mille dix, le deux août.

Par devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg (Grand Duché du Luxembourg),

#### **A comparu:**

HECF Master Fund Management Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 205, route d’Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 115.217 («l’Associé unique”),

Ici représentée par Madame Cintia Procaci, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée en juillet 2010.

La dite procuration sera annexée au présent acte pour les besoins de l’enregistrement.

La comparante, agissant en sa qualité d’associé unique de HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l., a demandé au notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

I. La comparante est l'associée unique de HECF Luxembourg Master 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 205, route d'Arlon, L1150 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), (la «Société»), constituée par acte de Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 2 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 151.632,

II. Le capital social émis de la Société est fixé à quinze mille Euros (€ 15,000), représentés par cinquante (50) parts sociales ordinaires Class A, cinquante (50) part sociales ordinaires Class B et cent et cinquante (50) part sociales ordinaires de Class C, d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune.

III. La comparante, agissant dans sa qualité mentionnée ci-dessus, demande au notaire soussigné d'acter:

Le comparant, représenté comme mentionné ci-dessus, reconnaît être parfaitement informé des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Augmenter le capital souscrit de HECF Master 4 S.à r.l. d'un montant de quinze mille Euros (€ 15,000), représentés par cinquante (50) parts sociales ordinaires Class A, cinquante (50) part sociales ordinaires Class B et cinquante (50) part sociales ordinaires de Class C, d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune de manière à porter le capital à dix sept mille et cent Euros (€ 17,100), divisé par cinquante (50) parts sociales ordinaires Class A, cinquante (50) part sociales ordinaires Class B, cinquante (50) part sociales ordinaires de Class C et vingt et un (21) part sociales ordinaires Class D, d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune par contribution d'espèces de l'Associé unique;

2. Approuver de création des parts sociales ordinaires Class D et d'émission de vingt et un (21) nouvelles parts sociales ordinaires Class D, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euros (€ 100), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et ayant droit aux dividendes à partir du jour de la décision de l'associé unique de procéder à l'augmentation de capital proposée;

3. Accepter la souscription de d'émission de vingt et un (21) nouvelles parts sociales ordinaires Class D, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euros (€ 100) par l'Associé unique et acceptation de la libération intégrale de chacune de ces parts sociales par contribution d'espèces de l'Associé unique.

4. Modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société de manière à refléter les résolutions devant être adoptées par les résolutions présentes;

Le comparant, représenté comme mentionné ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé unique DECIDE d'augmenter le capital souscrit de la Société d'un montant de quinze mille Euros (€ 15,000), représentés par cinquante (50) parts sociales ordinaires Class A, cinquante (50) part sociales ordinaires Class B et cinquante (50) part sociales ordinaires de Class C, d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune de manière à porter le capital à dix sept mille et cent Euros (€ 17,100), divisé par cinquante (50) parts sociales ordinaires Class A, cinquante (50) part sociales ordinaires Class B, cinquante (50) part sociales ordinaires de Class C et vingt et un (21) part sociales ordinaires Class D, d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune par contribution d'espèces de l'Associé unique;

#### *Deuxième résolution*

L'Associé unique APPROUVE la création des parts sociales ordinaires Class D et l'émission de vingt et un (21) nouvelles parts sociales ordinaires Class D, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euros (€ 100), ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes et ayant droit aux dividendes à partir du jour de la décision de l'associé unique de procéder à l'augmentation de capital proposée; par apport en cash;

#### *Souscription et Paiement*

Ensuite est intervenue Cintia Procaci, prénommée, agissant en sa qualité de mandataire de l'associé unique, en vertu d'une procuration donnée en juillet 2010, laquelle a déclaré souscrire les vingt et un (21) nouvelles parts sociales ordinaires Class D, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euros (€ 100) et les libérer intégralement par contribution en espèces, de sorte que la somme de deux mille cent Euros (€ 2.100) se trouve à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

#### *Troisième résolution*

L'Associé unique DECIDE, d'accepter la souscription de d'émission de vingt et un (21) nouvelles parts sociales ordinaires Class D, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euros (€ 100) par l'Associé unique et la libération intégrale de chacune de ces parts sociales par contribution en espèces de l'Associé unique.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé unique DECIDE de modifier le premier et quatrième paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société de manière à refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1 à 3 de l'ordre du jour. L'article 6 des statuts de la Société sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à dix sept mille et cent Euros (€ 17,100), divisé par cinquante (50) parts sociales ordinaires Class A, cinquante (50) part sociales ordinaires Class B, cinquante (50) part sociales ordinaires de Class C et vingt et un (21) part sociales ordinaires Class D, d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100) chacune.

Les parts sociales ordinaires de Classe A, les parts sociales ordinaires de Classe B, les parts sociales de Classe C et les part sociales de Classe D, ainsi que les part sociales ordinaires d'autres classes qui peuvent être émises au fur et-à mesure sont référencées comme des «Part Sociales Ordinaires».

#### *Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature que ce soit, payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement deux mille euros.

Dont acte, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date donnée en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. PROCACAI, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 06 août 2010. Relation: LAC/2010/35232. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Référence de publication: 2010112101/174.

(100126832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2010.

---

**MeMaLux Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Lux Rénovation S.à r.l.).**

Siège social: L-3321 Berchem, 22, rue Hans Adam.  
R.C.S. Luxembourg B 154.904.

L'an deux mil dix, le trente juillet.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

A comparu:

- Monsieur Luciano MERCURIO, entrepreneur, né à Valle Fiorita (Italie), le 2 juillet 1956, demeurant à L-3321 Berchem, 22, rue Hans Adam.

Lequel comparant a exposé au notaire:

- Que la société à responsabilité limitée "Lux Rénovation S.à r.l.", a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 15 juillet 2010, en voie d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,

- Qu'elle a un capital de douze mille cinq cents euros (12.500,-€) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,-€) chacune.

- Que le comparant est le seul et unique associé représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée "Lux Rénovation S.à r.l." avec siège social à L-3321 Berchem, 22, rue Hans Adam.

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

#### *Cession de parts*

Monsieur Luciano MERCURIO, préqualifié, déclare céder quarante-huit (48) parts sociales de la société Lux Rénovation S.à r.l., à Monsieur Francesco MAMMONE, chauffagiste-carreleur, né à Catanzaro (Italie), le 26 août 1979, demeurant à L-4326 Esch-sur-Alzette, 7, rue de Stalingrad.

#### *Intervention*

Sur ce est intervenu aux présentes Monsieur Francesco MAMMONE, préqualifié, lequel, après avoir pris connaissance de ce qui précède, déclare accepter la cession de parts ci-avant.

Ladite cession prend effet à partir de ce jour.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre. Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées.

#### *Prix*

Le cédant et le cessionnaire déclarent que la présente cession a eu lieu pour et moyennant le prix de six mille euros (6.000,- €), que le cédant reconnaît et déclare avoir reçu du cessionnaire à l'instant même, ce dont quittance et titre par le cédant.

Sur ce Monsieur Luciano MERCURIO, préqualifié, agissant en sa qualité de gérant de la société, déclare accepter la susdite cession au nom de la société Lux Rénovation S.à r.l., conformément à l'article 1690 nouveau du Code civil.

Il a encore déclaré n'avoir entre ses mains aucune opposition ou empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Ensuite Messieurs Luciano MERCURIO et Francesco MAMMONE, préqualifiés, en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée Lux Rénovation S.à r.l., représentant l'intégralité du capital social, déclarent se réunir en assemblée générale extraordinaire pour laquelle ils se reconnaissent valablement convoqués, et requièrent le notaire instrumentant d'acter leurs résolutions suivantes:

*Première résolution*

En conséquence de la cession de parts ci-avant mentionnée, les associés décident de modifier l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune, entièrement libérées et réparties comme suit:

1) Monsieur Luciano MERCURIO, préqualifié, cinquante-deux parts . . . . .	52
2) Monsieur Francesco MAMMONE, préqualifié, quarante-huit parts . . . . .	48
Total: cent parts . . . . .	100"

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de changer la dénomination de la société en "MeMaLux Constructions S.à r.l." et de modifier l'article 1 afférent des statuts comme suit:

" **Art. 1<sup>er</sup>.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "MeMaLux Constructions S.à r.l.""

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont toutes signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Mercurio, Mammone, M.Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 août 2010. Relation: LAC/2010/34423. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 6 août 2010.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2010111902/67.

(100126172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2010.

**Sea International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 113.728.

—  
RECTIFICATIF

Le bilan rectificatif 2009 (rectificatif du dépôt du bilan 2009 déposé le 07.05.2010 n° L100064172.04) enregistré à Luxembourg le 07.05.2010 avec référence n° L100064172.05 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ordre  
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) SA  
Boîte Postale 1307  
L-1013 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2010111075/17.

(100125090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2010.